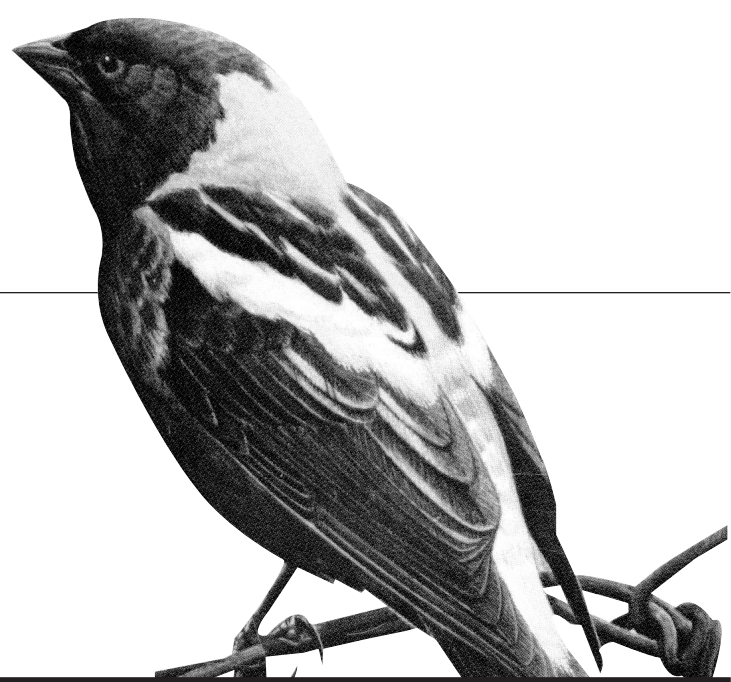


# PLUS

## ÉLECTIONS 2000



À la guerre, comme  
à la guerre!

Où est passé  
le goglu?

Page 4

Page 3

James Carville

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 11 NOVEMBRE 2000

# Oubliez l'Ontario!

L'issue des élections pourrait bien se décider dans les provinces atlantiques



Photo Presse Canadienne

Pêcheur de homard et de crabe du village acadien de Chéticamp, Léonard Leblanc sait bien que c'est pour séduire les travailleurs saisonniers comme lui que Jean Chrétien a présenté ses excuses aux chômeurs pour la réforme de l'assurance-emploi, samedi dernier à Belledune, au Nouveau-Brunswick.



ISABELLE HACHEY  
EN NOUVELLE-ÉCOSSE



Les couleurs flamboyantes de l'automne ont disparu, et avec elles les centaines de touristes qui envahissent chaque saison l'île du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse. En ce mois pluvieux de novembre, les villages de pêcheurs qui parsèment le long de la côte semblent endormis pour l'hiver.

Des planches de bois ont été placées sur les vitres des restaurants et des boutiques de souvenirs. Les bateaux de pêche ont été remis en cale sèche sur des terrains vagues ou, carrément, dans la cour arrière des bungalows de leurs propriétaires.

Difficile d'imaginer que c'est ici, dans ces petits villages fantômes des provinces atlantiques, que se dispute l'une des batailles les plus féroces de l'actuelle campagne électorale fédérale. Pas de pancartes, ou presque, pas de rassemblements monstres, pas de frénésie partisane.

Sous une pluie battante qui n'en finit plus de tomber, les gens préfèrent se terrer chez eux. Et les journaux locaux en ont davantage pour les inondations qui ont ravagé des routes et des sous-sols du Cap-Breton que pour la course électorale.

Et pourtant. C'est ici, dans les Maritimes, que pourrait se jouer l'avenir de deux partis politiques nationaux, le Parti conservateur et le Nouveau Parti démocratique (NPD). C'est ici que se décidera si le gouvernement libéral de Jean Chrétien conservera sa majorité au

Parlement. Enfin, c'est ici que l'Alliance canadienne entend prouver qu'elle n'est pas seulement un «parti de l'Ouest».

L'enjeu est de taille, et les gens des provinces atlantiques, courtisés comme jamais auparavant, en sont plus conscients. «Nous sommes devant une rare combinaison où, pour des raisons différentes, le succès de trois partis dépend largement des provinces atlantiques», constate David Cameron, politologue à l'Université Dalhousie, à Halifax. «Je ne pense pas qu'une telle situation se soit vue depuis les débuts de la Confédération, alors que la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick faisaient contrepoids à l'Ontario et au Québec!»

L'assurance-emploi, mais encore?

La saison de pêche de Léonard Leblanc, 43 ans, est terminée depuis quelques jours. Il a, lui aussi, remis son bateau dans sa cour. Pêcheur de homard et de crabe du village acadien de Chéticamp, sur la côte ouest de l'île du Cap-Breton, il sait bien que c'est pour séduire les travailleurs saisonniers comme lui que Jean Chrétien a présenté ses excuses aux chômeurs pour la réforme de l'assurance-emploi, samedi dernier à Belledune, au Nouveau-Brunswick.

Mais les leaders politiques, tout comme les journalistes, devraient résister à la tentation de réduire la campagne électorale dans les Maritimes à cette réforme controversée. «Pour moi, cette question de l'assurance-emploi n'est pas vraiment importante, dit Léonard Leblanc. Je ne base pas mon avenir sur les prestations que je reçois, mais sur les revenus de mes pêches.» Et le principal problème des pêcheurs aujourd'hui, dit-il, ce sont justement les décisions électorales du passé. «Dans les années 1970, quand une scierie fermait, on donnait des permis de pêche à ceux qui avaient perdu leur emploi!»

Pour améliorer la situation des pêcheurs, des décisions basées sur la conservation des ressources s'imposent, comme la réduction du nombre de permis, l'intensification de la chasse aux phoques, un meilleur partage des ressources et la promotion de la «pêche multi-es-

pèces», qui permet aux pêcheurs de travailler d'avril à décembre.

Là, seulement, les pêcheurs pourront dire adieu aux prestations d'assurance-emploi, croit M. Leblanc. «Bien sûr, ça peut prendre une génération avant qu'on y arrive, et d'ici là on aura besoin des prestations pour survivre, mais si on s'y prend bien, je pense que c'est possible.»

Les journalistes n'ont pas manqué de souligner la gaffe de Jean Chrétien à Belledune, lorsqu'il a oublié de faire mention de la réforme de l'assurance-emploi dans son discours devant une foule de partisans libéraux. Et ils ont rapporté avec scepticisme la justification du premier ministre: «Je ne veux pas que les Canadiens pensent que la seule préoccupation des gens de l'Est est de toucher de l'assurance-emploi», a dit M. Chrétien.

Il n'avait pas tout à fait tort.

Michelle Dockrill, députée néo-démocrate de la circonscription Bras d'Or-Cap-Breton, en sait quelque chose. Le sujet est particulièrement sensible pour cette fille de mineur, qui ne savait jamais si elle reverrait son père lorsqu'il partait travailler, tôt le matin, «pour garder le reste du Canada bien au chaud dans leur maison». Son oncle est mort au fond d'une mine de charbon.

«J'ai dû me battre pendant trois ans et demi à Ottawa contre les faussetés véhiculées par le gouvernement pour faire croire que les gens de la côte Est sont paresseux et ne veulent que les subventions du gouvernement. Cela n'a jamais été le cas», dit cette préposée de première ligne aux soins de santé, qui a battu en 1997 le puissant ministre de la Santé fédéral, David Dingwall.

«Il y a un vieux dicton ici, c'est Go West, young man», poursuit Mme Dockrill, tout en essayant de calmer les pleurs de sa petite fille en mal d'attention, dans son petit local électoral aux couleurs orange du NPD, à Glace Bay. «Et c'est ce que les jeunes font, ils partent, en Ontario ou dans l'Ouest, pour assurer un meilleur avenir à leur famille. Mais c'est ici leur maison, et le gouvernement a une responsabi-

lité de faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer qu'ils peuvent rester.»

Voter du bon bord

Décidément, l'île du Cap-Breton est désertique en novembre, par temps maussade. Après un voyage interminable sous la pluie, on aperçoit enfin les lumières d'un petit restaurant qui n'a pas fermé ses portes pour l'hiver... et qui n'a qu'à offrir des hamburgers, déjà cuits, qu'il faut réchauffer au micro-ondes. À l'intérieur, deux enfants essaient d'évacuer leur trop-plein d'énergie en courant entre les tables. Des jeunes tuent le temps autour d'une vieille table de billard.

«Ici, les gens sont très solidaires entre eux, raconte Nancy, la serveuse. Vous ne verrez pas de maisons très luxueuses, même si les gens sont plus riches que leur voisin. Et c'est pourquoi personne ne votera pour Stockwell Day. C'est un homme dangereux pour le pays!»

«Cela peut sembler difficile à comprendre pour les Québécois, mais il y a une grande affinité, ici, pour les conservateurs et les néo-démocrates, confirme le politologue David Cameron. Ce sont deux petits partis traditionnels, qui représentent la communauté. Et c'est pourquoi je ne crois pas que les gens voteront pour l'Alliance canadienne. C'est un parti radical que les gens auront beaucoup de difficulté à appuyer.»

Dans son combat contre Goliath, la néo-démocrate Michelle Dockrill a gagné en 1997, portée par la grogne populaire qui a entièrement balayé les libéraux de la Nouvelle-Écosse. Cette fois encore, rien n'est acquis pour Mme Dockrill. «Bien qu'elle soit très populaire en Nouvelle-Écosse, je ne pense pas qu'Alexa McDonough ait réussi à démontrer qu'il y a énormément de valeur à voter pour un parti d'opposition», dit M. Cameron.

Ron Cormier, président de l'Union des pêcheurs des Maritimes, représente environ 2000 capitaines du golfe Saint-Laurent. Bien que son organisation n'appuie aucun leader, sa pensée résume bien celle de plusieurs dans la région: «Il y a 25 ans, on pouvait voter sur

le candidat lui-même. Aujourd'hui, c'est dommage, mais on ne peut plus faire ça. Si on n'est pas prêt à supporter le candidat qui représentera le pouvoir, on dirait qu'on n'a rien.»

Après la colère de 1997, les gens ont-ils conclu qu'il valait mieux voter pour l'équipe gagnante? «C'est toujours un argument persuasif, et c'est sans doute la meilleure carte des libéraux», dit M. Cameron.

Le pêcheur Léonard Leblanc, lui, a fait son choix depuis longtemps. Fort longtemps. Il vient d'une famille «rouge» et a toujours été un partisan libéral. «Il vaut mieux être dans le cercle qu'en dehors», tranche-t-il. Surtout lorsque les pêches dépendent autant des réglementations fédérales. «Il faut avouer que ça ouvre des portes beaucoup plus facilement.»

Don MacDonald, éditorialiste au quotidien d'Halifax *Chronicle Herald*, souligne les contradictions du message que les libéraux tentent de faire passer dans les Maritimes, selon lequel seul le parti au pouvoir peut livrer la marchandise. Ce n'était pas le cas, constate-t-il, lors du premier mandat de Jean Chrétien, où 30 des 31 sièges des provinces atlantiques étaient occupés par les libéraux.

«Cette fois, alors qu'ils ont été balayés de l'Atlantique, les libéraux nous courtisent de façon presque obscène, dit-il. L'ironie dans tout cela, c'est que lorsque les Canadiens de l'Atlantique envoient des députés de l'opposition au Parlement, ils semblent être mieux traités!»

La politique est parfois bien déroutante... Léonard Leblanc ne s'en fait pas trop. «Même si c'est un autre politicien qui est élu le 27 novembre, à la fin de la journée, ce ne sont pas les libéraux, mais bien les pêches qui vont mettre de la nourriture sur la table.»

Autres informations en page B2

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE?  
Courrier électronique:  
elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 16 JOURS AVANT LE VOTE

# Un mea-culpa ne suffit pas

## Pour des changements majeurs à l'assurance-emploi

**C'est largement en raison de la réforme de l'assurance-emploi que les libéraux ont été balayés des provinces atlantiques lors de l'élection de 1997. Et c'est dans l'espoir évident de regagner le vote des chômeurs en colère que Jean Chrétien a reconnu son « erreur », samedi dernier, devant une foule de partisans du Nouveau-Brunswick. Au-delà de l'opportunisme politique, le premier ministre a-t-il raison de faire marche arrière ?**

« Pas du tout ! » répond Maurice Beaudin, directeur adjoint de l'Institut canadien de recherche sur le développement régional de l'Université de Moncton, qui ne se gêne pas, toutefois, pour souligner les ratés du programme fédéral.

Si la réforme a fait mal, c'est qu'elle a été appliquée au mauvais moment et que l'argent récupéré n'a pas été réinvesti dans une stratégie, plus constructive, de création d'emplois — une stratégie qui fait cruellement défaut dans les Maritimes, dit en substance le chercheur du Nouveau-Brunswick.

« L'impact de la réforme a été très durement ressenti dans la région parce qu'elle s'est ajoutée au moratoire sur l'industrie des pêches, qui a imposé des restrictions sévères sur plusieurs espèces de poissons », explique M. Beaudin. « Non seulement les travailleurs saisonniers des industries des pêches, de l'agriculture et du tourisme ont été touchés de plein fouet, mais cela a eu un effet domino sur toutes les petites entreprises de service et de commerce au détail qui gravitent autour d'eux. »

Le chercheur estime que les prestations d'assurance-emploi ont diminué de pas moins de 30 % dans les provinces atlantiques depuis 1996. Malgré le choc provoqué par ces énormes compressions budgétaires, il ne croit pas qu'il serait « sage » de revenir en arrière, comme l'a promis M. Chrétien, « uniquement pour se faire du crédit politique », selon lui.

Car le gouvernement libéral n'avait pas seulement l'intention de sauver des millions en appliquant cette réforme controversée. Aux cris indignés des partis d'opposition, le ministre des Ressources humaines de l'époque, Pierre Pettigrew, avait répliqué qu'un recul aurait pour effet de « ramener les gens vers la dépendance envers un système d'assurance-emploi qui les décourageait du travail. » M. Beaudin estime que « ce principe de base était bon », mais qu'« il a été appliqué sans discernement. »

La solution, selon M. Beaudin, est de réinvestir l'argent récupéré grâce à la réforme dans des programmes destinés à diversifier l'économie régionale, très dépendante de l'industrie saisonnière et de l'exploitation des ressources naturelles. « Si on ne le fait pas, on devra vivre avec l'assurance-emploi pendant encore très longtemps. »

### Des opinions tranchées

D'autres chercheurs de la région ont des opinions plus tranchées sur la question. David Murrell et Rick Audas, économistes de l'Université du Nouveau-Brunswick, ont réalisé en octobre une étude pour le compte de l'Atlantic Institute for Market Studies (AIMS), un « think tank » de droite de Halifax. Leurs conclusions pourraient donner des munitions à l'Alliance canadienne de Stockwell Day, qui ne cache pas son intention de couper les vivres aux provinces atlantiques pour les sortir de leur dépendance.

L'étude de l'AIMS indique que la réforme de l'assurance-emploi a encouragé les jeunes à terminer leurs études secondaires pour se diriger vers des professions leur assurant un meilleur avenir et conclut qu'il y a « peu, voire aucun argument convaincant pour justifier une re-libéralisation de l'assurance-emploi. »

Selon M. Audas, la fréquentation scolaire des jeunes dans les provinces atlantiques a augmenté de près de 12 %, en grande partie à cause de la réforme, même s'il avoue

qu'un « lien direct » est difficile à établir. « Revenir à l'ancien programme représenterait un recul, parce qu'il rendrait le chômage plus attirant », dit-il.

La position controversée est loin de faire l'unanimité dans les Maritimes, reconnaît M. Murrell. « L'AIMS est un mouton noir. Nous nageons à contre-courant de l'opinion publique, la défaite des libéraux en 1997 le démontre. »

Mais son collègue Audas n'est pas d'accord. « Beaucoup de gens ici travaillent dur et trouvaient que la situation était injuste, qu'il y avait un abus du système. L'assurance-emploi ne doit pas être considérée comme un revenu régulier, mais comme un support pour ceux qui subissent une perte d'emploi imprévisible. »

Maurice Beaudin nuance : « Depuis 20 ou 30 ans, on a mis beaucoup d'argent dans l'assurance-emploi sans se soucier du reste, et aujourd'hui, on dit que ça encourage l'inactivité, qu'il faut couper le chômage. On passe d'un extrême à l'autre. Mais on ne peut pas transformer l'économie du jour au lendemain. D'ici là, l'assurance-emploi agit comme un amortisseur qui permet à la région de survivre durant les mois d'hiver. »

### Les contradictions du système

« Comme pêcheurs, la réforme nous a aidés. » La déclaration de Léonard Leblanc, qui pêche le homard et le crabe au Cap-Breton (Nouvelle-Écosse) depuis 20 ans, a de quoi surprendre. Mais elle illustre bien la complexité — et l'iniquité — du régime actuel.

« Avant 1996, il fallait travailler plusieurs semaines pour avoir droit à nos timbres. Maintenant, c'est basé sur le revenu des pêches », explique M. Leblanc — dont les prestations ont tout de même diminué de 1 % par an en raison de la fameuse « règle d'intensité », qui pénalise les travailleurs saisonniers, considérés comme des chômeurs chroniques par le gouvernement.

« Lorsqu'on a fait cette réforme, on a dit qu'on voulait rendre le système plus équitable et on a fait le contraire, constate l'universitaire Maurice Beaudin. Dans l'industrie des pêches, par exemple, ce sont les pêcheurs qui obtiennent les meilleures prestations parce qu'ils font un revenu suffisamment élevé en peu de temps. Par contre, les pauvres travailleurs d'usine (de transformation du poisson), ceux qui ne font que 12 000 \$ par an, ont été touchés directement. »

À l'échelle du pays, les restrictions imposées par la réforme ont fait en sorte que seulement 43 % des chômeurs reçoivent dorénavant des prestations d'assurance-emploi, contre 60 % en 1993. Et ce sont les plus démunis qui en ont payé le prix, selon M. Audas, coauteur de l'étude de l'AIMS.

« Nous avons observé que les familles monoparentales ont été très affectées, dit-il. C'est l'un des effets les plus inquiétants de la réforme de 1996. Si le gouvernement veut faire quelque chose de tangible pour aider, il devrait cibler ces familles. Mais il cible les travailleurs saisonniers qui gagnent le salaire d'un professeur d'université en quelques semaines ! »

En septembre, le gouvernement libéral, qui avait fait la sourde oreille aux critiques pendant quatre ans, a annoncé des assouplissements au régime d'assurance-emploi. Le projet de loi, mort au feuillet avec le déclenchement des élections, prévoyait entre autres que le fisc ne chercherait plus à récupérer les prestations des travailleurs dont le salaire dépasse 39 000 \$. Le seuil avait été fixé à 48 750 \$. Une mesure inacceptable, selon plusieurs.

« Comment cela va aider les travailleurs d'usine ? Encore une fois, cela va favoriser les mieux nantis. C'est de l'iniquité pure et simple », dit M. Beaudin. Le pêcheur acadien Léonard Leblanc est d'accord. « Si je combine les revenus de mon salaire et de l'assurance-emploi, je ne fais pas 39 000 \$. Cette mesure n'avantage que les plus riches. »

Bref, ce ne sont pas de coupes aveugles dans un système imparfait dont les gens des provinces atlantiques ont besoin, mais plutôt d'une réforme en profondeur. « Si vous voulez mon vrai point de vue, le gouvernement devrait instaurer un revenu minimum garanti pour tout le monde, conclut M. Beaudin. Ce serait beaucoup plus équitable et on n'aurait plus toutes ces complications bureaucratiques. Présentement, il faut pratiquement une armée pour surveiller chaque chômeur ! »



Stan Dupuis et son «Burger Poll» font courir les politiciens de la circonscription de Dartmouth et de toute la Nouvelle-Écosse.

Photo Presse Canadienne

# Maritimes : les paris sont ouverts



ISABELLE HAGHEY EN NOUVELLE-ÉCOSSE



Avec ses banquettes roses et ses vieilles lampes vertes, le restaurant Hungry Jack de Dartmouth, en banlieue de Halifax, ne paye pas de mine. C'est pourtant l'un des endroits les plus courus de tout le gratin politique de la région lorsque les citoyens se préparent à se rendre aux urnes.

Le leader du Nouveau Parti démocratique (NPD), Alexa McDonough, y a cassé la croûte avec la candidate locale lors de la campagne de 1997. Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, John Hamm, y est débarqué avec un autobus bondé de partisans lors de la course électorale provinciale. Et tous les candidats de la circonscription de Dartmouth se feront sans doute un point d'honneur d'y passer au moins une fois d'ici le scrutin fédéral du 27 novembre.

Ce ne sont pas tant les hamburgers du patron, Stan Dupuis, qui font courir les politiciens, que l'incontournable « Burger Poll » du Hungry Jack. Le principe est simple : un hamburger régulier, un vote ; un super-burger contenant un livre de viande bien tassée, trois votes. Et un vote en extra si vous réussissez à tout ingurgiter. Ils sont fous ces Néo-Écossais !

« C'est absolument non scientifique mais, étonnamment, les résultats de notre Burger Poll sont toujours très près du compte », rigole M. Dupuis, qui a trouvé là une façon originale d'ajouter un peu de piquant aux campagnes électorales parfois moroses. Et de vendre des hamburgers. Parce que les candidats prennent la chose très au sérieux.

« L'an dernier, John Hamm est venu avec 120 partisans pour faire grimper sa cote de popularité. On ne pouvait plus bouger dans le restaurant tellement il y avait du monde. » Au bout du compte, le Burger Poll ne s'est trompé que d'un pour cent... alors que tous les sondages scientifiques prédisaient erronément un gouvernement minoritaire au premier ministre néo-écossais !

Cette fois, la campagne ne risque pas d'être morose dans les provinces de l'Atlantique. Et le Burger

Poll ne risque pas davantage de se tromper que tous les sondages dignes de ce nom. Ici, les prédictions politiques sont plus hasardeuses que partout ailleurs au Canada, puisque dans plusieurs circonscriptions, trois ou quatre candidats sérieux se livreront bataille, et la division des votes pourrait brouiller bien des cartes. La partie n'est pas encore gagnée, pour personne.

### Un enjeu majeur

Le suspense est d'autant plus important que l'enjeu est gigantesque. « Pour le NPD et le Parti conservateur, le vote des Maritimes est absolument crucial, dit David Cameron, politologue à l'Université Dalhousie de Halifax. S'ils ne conservent pas leurs sièges ici, ils perdront sans doute leurs statuts de parti officiel et n'auront plus droit aux fonds fédéraux. »

Pour les libéraux, c'est la mince majorité qu'ils détiennent au Parlement qui est en jeu. Ils ne peuvent faire mieux que maintenant en Ontario, puisqu'ils y occupent déjà presque tous les sièges. Et ils ne voient pas une grande possibilité d'ouverture au Québec. Ce n'est que dans les provinces atlantiques qu'ils peuvent gagner la majorité qu'ils risquent de perdre dans l'Ouest, où ils semblent en perte de vitesse au profit de l'Alliance canadienne.

Comment les électeurs de l'Atlantique réagiront-ils ? La plupart des analystes consultés par *La Presse* prévoient que le Parti libéral récoltera plus de voix qu'en 1997, où ils avaient subi une écrasante défaite — attribuée en grande partie à la réforme de l'assurance-emploi. De 31 sièges (sur un total de 32), ils avaient chuté à seulement 11, au profit des conservateurs (13) et des néo-démocrates (8). La question est de savoir jusqu'à quel point, cette fois-ci, les libéraux réussiront à faire mieux.

Pour séduire les provinces atlantiques, les libéraux ont mis le paquet : création d'un fonds de 700 millions pour financer des projets de partenariat, assouplissement de l'assurance-emploi et présentation de deux candidats poids lourds, Bernie Boudreau, ancien ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse et leader du gouvernement au Sénat, et Brian Tobin, ancien premier ministre de Terre-Neuve.

« Capitaine Canada » est toutefois considéré dans la région atlantique comme un homme très « paroissial », qui ne s'est jamais préoccupé que de sa propre province. La promesse d'assouplir le régime d'assurance-emploi, quelques semaines seulement avant le déclenchement des élections, laisse quant à elle un goût amer : « Cela va sûrement améliorer le sort des pêcheurs côtiers, mais on se dit que

le gouvernement aurait pu le faire avant », dit Ron Cormier, président de l'Union des pêcheurs des Maritimes.

« Le Parti libéral va faire des gains, mais les gens ne voteront pas avec enthousiasme, résume Donald Savoie, politologue à l'Université de Moncton. Ils vont voter libéral parce qu'ils n'auront pas vraiment d'autres choix. Le NPD et le PC ne peuvent exercer aucun pouvoir, et l'Alliance n'est pas vraiment crédible chez nous. »

### Une percée pour l'Alliance ?

Peu crédible, l'Alliance pourrait tout de même faire une percée dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick, malgré la rhétorique peu populaire de Stockwell Day, selon laquelle un régime d'assurance-emploi généreux et des subventions aux entreprises encouragent la dépendance et freinent la création d'emplois.

« L'Alliance pourrait récolter un ou deux sièges, dans les régions rurales, protestantes et anglophones, où les questions d'avortement et du contrôle des armes à feu sont très sensibles », dit Donald Savoie. Et il y a bel et bien une place pour la droite au Nouveau-Brunswick, comme le rappelle le défunt — et controversé — parti provincial Confederation of Regions (COR).

Pour courtiser les provinces atlantiques, l'Alliance a passablement adouci son discours, admet Mike McCready, organisateur du parti pour la région : « Nous avons laissé tomber une partie du bagage du Reform. » À commencer par l'ancien chef Preston Manning qui était, avoue-t-il, trop identifié aux provinces de l'Ouest.

Malgré ses chances plutôt minces, l'Alliance reste menaçante parce qu'elle pourrait gruger les votes des conservateurs et provoquer la chute finale de ce parti en déroute, souligne M. Cameron. Si c'était le cas, les libéraux profiteraient sans doute de la division des votes. « Pour Stockwell Day, ce serait l'ironie ultime si, en réussissant à récolter un certain support dans les Maritimes, l'Alliance provoquait l'élection majoritaire des libéraux ! »

Les paris sont ouverts, et la course dans les Maritimes promet d'être passionnante. Aujourd'hui, il est trop tôt pour prédire les résultats, même en se fiant au très précis Burger Poll du restaurant Hungry Jack, à Dartmouth. Lors du passage de *La Presse*, des partisans affamés avaient fait monter la cote de popularité de Joe Clark à 27 %... mais malheureusement pour le chef conservateur, cela ne devrait pas durer. « Demain, je viens ici avec le candidat libéral, a lancé un client. Vous verrez, on va en manger des hamburgers ! »

**L'impact de la réforme, ajouté au moratoire sur les pêches, a été durement ressenti.**

**VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ?**  
Courrier électronique :  
elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 16 JOURS AVANT LE VOTE

# Où est passé le goglu?

## Les partis se préoccupent peu de la détérioration flagrante de l'environnement

Pendant chaque campagne électorale, une multitude de thèmes sont discutés. Certains, cependant, sont placés au premier plan tandis que d'autres, pourtant importants, sont négligés ou mal traités. La Presse poursuit aujourd'hui sa série d'articles, publiés tous les samedis, sur les thèmes bâclés de la présente campagne.

ANDRÉ NOËL

Il n'y a pas si longtemps, Jean-Louis Grondin aimait entendre le chant joyeux du goglu dans les champs de foin. L'oiseau doit son nom au terme gogue, qui signifiait réjouissance dans l'ancien français. Au printemps, une tache jaune vif orne la tête du mâle.

M. Grondin peint les oiseaux depuis 30 ans. Chaque semaine, il marche dans la nature. Armé de jumelles, il les observe. Il imprime leurs couleurs et leurs mouvements dans sa tête et les reproduit sur ses toiles.

Aujourd'hui, il a le vague à l'âme. Le goglu se fait de moins en moins voir et entendre, constate le peintre, connu mondialement pour la précision et la vivacité de son coup de pinceau.

« J'ai l'impression que la population des sturnelles des prés et des hirondelles des granges décline aussi, ajoute-t-il. Je n'ai pas vu de pie grièche depuis 20 ans. Mais il faut croire que ça ne préoccupe pas tellement les politiciens. On entend très peu parler d'environnement

pendant cette campagne électorale. »

M. Grondin aime bien arpenter les rives du fleuve à Boucherville. Ce qu'il voit ne le réjouit pas. « La campagne se dégrade. Les maisons se multiplient. Les gens roulent dans des gros véhicules. Aucun parti politique ne semble vouloir mettre un frein à ce développement dommageable. »

L'environnement a déjà été à la mode. Plus maintenant. Le sujet occupe quatre paragraphes dans le programme de l'Alliance canadienne. Le livre rouge du Parti libéral ne comprend même pas un engagement ferme d'adopter une loi sur les espèces en péril.

Le Bloc québécois veut limiter les émissions de gaz à effet de serre, qui réchauffent le climat. Mais ses dirigeants s'opposent à une augmentation des taxes sur les carburants. Or il s'agit là de la mesure la plus efficace, selon l'Organisation pour la coopération et le développement économiques.

**Un rapport accablant**

En août, l'OCDE a publié un

rapport dévastateur sur le Canada. L'organisation dénonce le manque de volonté politique pour protéger l'environnement et appelle le gouvernement canadien à augmenter les taxes sur les carburants.

C'est parce que celles-ci sont parmi les plus basses dans le monde industrialisé que les Canadiens peuvent vivre en si grand nombre en banlieue, souligne le rapport. Or, la vie de banlieue rend obligatoire l'utilisation des voitures.

« Les émissions de gaz carbonique sont élevées au Canada selon les standards internationaux, tant par habitant qu'en proportion du produit intérieur brut », précise le rapport. Depuis 1993, les émissions par habitant ont augmenté ici, alors qu'elles ont baissé en Europe.

L'OCDE trouve hypocrite le discours du gouvernement canadien, qui prêche le respect de l'accord de Kyoto sur la diminution des gaz à effet de serre, mais qui ne fait pas ce qu'il faut pour le respecter lui-même. Au contraire, les subventions au transport en commun ont été réduites, souligne-t-on.

Selon l'accord de Kyoto, le Canada devrait réduire de 6 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2012. Depuis 1994, celles-ci ont augmenté de 13 %. Selon l'OCDE, une hausse du prix des carburants provoquerait « le nécessaire changement structurel ». Elle stimulerait l'innovation technologi-

que, la découverte de moteurs moins énergivores et l'utilisation de modes de transport moins dommageables.

L'OCDE demande aussi la fin des généreux rabattements fiscaux et des subventions aux industries qui exploitent — et souvent détruisent — les ressources naturelles, telles que les industries minières, forestières et pétrolières. Comme le disait l'économiste britannique Arthur Pigou, « c'est une mauvaise chose de taxer les bonnes choses, et une bonne chose de taxer les mauvaises choses ».

**Baisse de compétitivité**

D'autres organisations internationales égratignent l'image verte que le gouvernement canadien aime se donner à l'étranger et auprès de ses citoyens. En septembre, le World Economic Forum a baissé la cote de compétitivité du Canada.

Cet organisme d'économistes basé en Suisse note que « les niveaux de vie sont inexorablement liés à la qualité de l'environnement naturel ». Son rapport précise qu'une des raisons cruciales pour baisser la cote de compétitivité du Canada est notre pauvre performance environnementale, en particulier l'absence de politiques efficaces pour économiser l'énergie.

« L'environnement du Canada atteint un stade de condition critique, affirme Elizabeth May, directrice du Sierra Club. Sans un enga-

gement ferme de tous les partis politiques, nous allons assister à plus de Walkerton (cette ville de l'Ontario où l'eau contaminée a fait des victimes), à plus de morts prématurées et de maladies d'enfants dues à la pollution. »

En effet, certaines études épidémiologiques sont alarmantes. Au cours d'un entretien avec La Presse, le ministre de l'Environnement, David Anderson, a lui-même reconnu que la pollution de l'air cause au moins 5000 morts prématurées chaque année. Citant des articles de revues médicales, la Fondation David-Suzuki parle de 16 000 morts.

Dans un rapport diffusé cet été, le Canadian Institute of Child Health affirme que l'exposition toxique aux pesticides, aux additifs alimentaires, au smog et à d'autres substances chimiques a probablement contribué à une augmentation de 25 % des cancers chez les enfants depuis 25 ans. Autres conséquences possibles : la hausse par quatre de l'asthme chez les enfants et une augmentation notable d'autres maladies infantiles.

« C'est le syndrome de l'île de Paques, commente le peintre Jean-Luc Grondin. Les occupants de cette île du Pacifique ont tellement détruit leur environnement qu'ils ont fini par disparaître. Le déclin de certains oiseaux devrait faire réfléchir les futurs députés. Mais auront-ils la volonté d'agir ? »



Photo PIERRE McCANN, La Presse

Jean-Luc Grondin, peintre animalier, observe des oiseaux sur les rives du fleuve. Un goglu qu'il a peint, « un oiseau qu'on voit de moins en moins ».



# Trois partis, trois visions...

LE MINISTRE fédéral de l'Environnement, David Anderson, veut être réélu pour adopter les lois et les mesures auxquelles il tient.

**Q LA PRESSE: L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont votre gouvernement est membre, recommande au Canada de hausser les taxes sur les carburants pour diminuer leur consommation et ainsi combattre la pollution et les gaz à effet de serre. Suivez-vous ce conseil?**

**R DAVID ANDERSON :** Non. La raison de notre refus est politique. Nous avons une crise constitutionnelle. L'Alberta s'opposerait à une telle mesure. L'augmentation des taxes sur les carburants pour baisser leur consommation serait une attaque contre la politique des ressources naturelles de l'Alberta. La bataille n'en vaut pas la peine. Il y a d'autres moyens pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES).

**Q Ces autres mesures fonctionnent-elles? Les émissions augmentent chaque année...**

**R** Elles augmentent parce que l'économie connaît une croissance formidable depuis l'élection du Parti libéral en 1993. L'année dernière, le PIB a connu une hausse de 4,8%, et les GES de 1%. Bien que le gouvernement de l'Ontario nous freine, nous avons adopté un plan pour respecter l'accord de Kyoto.

**Q Le commissaire à l'environnement, Richard Smith, dit que le smog tue des milliers de personnes chaque année. Il vous accuse de ne rien faire, ou presque. A-t-il raison?**

**R** Si je suis réélu, je vais ajouter l'ozone au sol et les particules toxiques à la liste des substances toxiques prévues par la Loi sur l'environnement. Le mois prochain, je vais signer un accord avec les Américains. Là encore, nous avons besoin du soutien de l'Ontario.

**Q Soixante-quinze pays ont signé le protocole sur la biodiversité, dont le secrétariat est à Montréal. Pourquoi pas le Canada?**

**R** Nous allons le signer. Mais les discussions avec le secteur de l'agriculture ont été beaucoup plus longues que prévu.

**Q Pourquoi ne pas rendre obligatoire l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés, comme le réclame l'opinion publique?**

**R** C'est impossible à faire au Canada sans totalement changer nos transports en vrac. On ne peut pas garantir qu'il n'y a pas d'OGM dans un stock de blé, à côté d'un autre stock de blé génétiquement modifié. Les trois quarts des aliments servis dans les fast-food contiennent déjà des OGM.

On ne peut pas renverser l'histoire.

**Q Dans le livre rouge, le Parti libéral ne s'engage pas à adopter la Loi sur les espèces en péril. Pourquoi?**

**R** Si je suis de nouveau ministre, je veux faire adopter cette loi. Il est paradoxal de constater que les groupes écologistes qui se sont opposés à ce projet de loi, se plaignent maintenant qu'il n'a pas été adopté. Souvenez-vous aussi que le Bloc québécois s'est opposé en affirmant que le gouvernement fédéral empiétait sur la compétence provinciale.

**Q Depuis quelques années, on importe de plus en plus de déchets toxiques américains, notamment au Québec. Pourquoi ne pas interdire ces importations?**

**R** L'augmentation est troublante. Mais je ne suis pas contre les importations. Si on a les moyens de détruire les déchets toxiques, pourquoi ne pas le faire?

**Q C'est pourquoi vous acceptez le plutonium russe?**

**R** Tout à fait. Nous pouvons détruire le MOX (mélange à base de plutonium) dans nos réacteurs CANDU. Nous ne voulons pas que ces produits se trouvent dans les mains de terroristes ou d'États comme la Corée du Nord.

LE BLOC québécois revendique l'adoption de mesures énergiques pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Il s'oppose malgré tout à une hausse des taxes sur les carburants, dit son vice-président, Pierre Paquette, candidat dans Joliette.

**Q LA PRESSE: Pourquoi ne pas augmenter les taxes sur les carburants, comme le recommande l'OCDE?**

**R PIERRE PAQUETTE :** Ce n'est pas le temps. Le prix de l'essence a augmenté très rapidement ces derniers mois. Les consommateurs et les transporteurs ont déjà de la difficulté à s'adapter. Il faut plutôt investir dans la recherche d'alternatives et d'énergie plus propre que les hydrocarbures.

**Q L'OCDE affirme justement que les bas prix des carburants pratiqués au Canada ne stimulent pas le développement d'autres énergies...**

**R** À long terme, nous n'avons pas de problème à augmenter les taxes. Je considère aussi que les pays membres de l'OPEP sont justifiés de hausser le prix du baril de pétrole, qui a été anormalement bas depuis 10 ans. Cette hausse est moins justifiée chez les oligopoles qui contrôlent le marché.

**Q L'OCDE recommande aussi aux gouvernements fédéral et provinciaux de mettre fin aux rabattements fiscaux et aux subventions aux industries qui exploitent, et parfois détruisent, les ressources naturelles. Ottawa devrait-il agir dans ce sens?**

**R** Encore là, la voie de la taxation n'est pas la seule. Et il ne faut pas oublier que les ressources naturelles sont de compétence provinciale. Le gouvernement fédéral doit financer la recherche technologique. Je ne suis pas contre le principe de faire payer les pollueurs, mais il faut surtout trouver les moyens d'éliminer la source de la pollution ou de la surexploitation des ressources.

**Q Le Canada devrait-il interdire l'importation des déchets toxiques américains, quitte à nuire aux affaires d'entreprises installées au Québec, comme Stablax?**

**R** Oui, il faut interdire ces importations. On s'oppose à toute forme d'importation, y compris chez Stablax.

NIC LEBLANC a été député du Bloc québécois. Il se présente maintenant pour l'Alliance canadienne dans Saint-Lambert et agit comme porte-parole en matière d'environnement au Québec.

**Q LA PRESSE: Quel est votre principal engagement en matière d'environnement?**

**R NIC LEBLANC :** Il faut s'assurer que l'eau potable... est bel et bien potable. Il ne faut pas répéter l'expérience de Walkerton, où des gens sont morts pour avoir bu l'eau de l'aqueduc. Le gouvernement fédéral peut financer des recherches. Il doit s'assurer que les provinces aient les connaissances nécessaires pour adopter des lois et des règlements appropriés.

**Q Pourquoi l'Alliance consacre-t-elle seulement quatre paragraphes à l'environnement dans son programme?**

**R** Nous avons l'essentiel. (L'Alliance veut protéger les espèces en péril en utilisant le consensus des communautés et, en dernier recours, par l'achat d'habitats très menacés en offrant un bon prix aux propriétaires. Le parti veut « encourager les entreprises et l'industrie à développer des solutions de conservation » et récompenser celles qui le font. Selon l'Alliance, le gouvernement fédéral doit travailler de paire avec les provinces avant d'établir des normes nationales de protection.)

**Q Pourquoi proposez-vous de baisser les taxes sur les carburants, alors qu'il faut baisser la consommation?**

**R** L'Alliance estime que des taxes trop élevées nuisent à l'économie.

**VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE?**  
 Courriel électronique:  
 elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 16 JOURS AVANT LE VOTE



PHILIPPE DUBUISSON  
LA CAMPAGNE ÉCONOMIQUE

Pour y voir clair...

LES ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

2000-01 À 2004-05 (en milliards de \$)

	PLC	BLOC	ALLIANCE	PC	NPD
Réductions d'impôts	100,5	73,4	125,0	55,0	30,3
Hausse de dépenses	26,7	53,5	25,0	25,0	100,0
Remboursement de la dette	15,0	21,0	30,0	25,0	0,0
Total des engagements	142,2	147,9	180,0	105,0	130,5

L'exercice est périlleux, mais très riche en éclaircissements. Pour mieux comprendre les programmes des partis politiques fédéraux et en saisir les différences, nous avons résumé leurs engagements au sein de trois grandes catégories budgétaires: les réductions d'impôt, les nouvelles initiatives de dépenses et le remboursement de la dette publique. Il en résulte une base de comparaison qui en dit long sur la plate-forme des cinq partis politiques.

Mais avant d'entrer de plein fouet dans cette analyse comparative, quelques précisions sont nécessaires. Premièrement, nous avons révisé les engagements des partis politiques pour qu'ils correspondent à une période de temps commune à tous, soit pour une période de cinq ans qui débute en 2000-01 et qui se termine en 2004-05 (Voir le tableau). Deuxièmement, nous avons ajusté certaines dépenses lorsque cela était nécessaire pour fin de comparaison. Troisièmement, la somme des engagements correspond aux surplus nécessaires à leur financement.

Un premier constat s'impose: l'Alliance canadienne arrive nettement en tête des partis politiques en ce qui a trait à la valeur totale des engagements, soit 180 milliards sur cinq ans.

Cela s'explique de deux façons. D'abord, le parti de Stockwell Day est le seul à présumer que les baisses d'impôt consenties aux personnes à revenus élevés et aux entreprises stimulera la croissance économique à court terme au point de gonfler les surplus estimés du gouvernement. Les autres partis acceptent les hypothèses économiques et budgétaires du ministère des Finances. Ensuite, l'Alliance est le seul parti à annoncer des compressions budgétaires pour financer en partie ses engagements, mais celles-ci ne sont pas chiffrées. Les cibles du couperet: Radio-Canada/CBC, Via Rail, les subventions aux entreprises, certains programmes du ministère du Développement des ressources humaines, et le développement économique régional.

■ ■ ■

Tous les partis proposent des baisses d'impôt, mais les bénéficiaires ne sont pas les mêmes. Ainsi, le NPD propose un allègement du fardeau fiscal de 30 milliards qui vise seulement les moins fortunés des citoyens et très peu la classe moyenne. Les personnes à revenus élevés subirait des hausses d'impôt puisque les gains en capital seraient taxés en fonction d'un taux d'inclusion de 100% comparativement à 50% actuellement.

Après le NPD, ce sont les conservateurs qui proposent les baisses d'impôt les plus modestes. La classe moyenne n'est pas choyée par le plan conservateur car Joe Clark entend maintenir les taux d'imposition actuels. Par contre, l'impôt sur les gains en capital des particuliers serait éliminé, ce qui favorise les personnes à revenus très élevés qui réalisent des revenus de placement importants. Les propositions du Bloc sont les plus avantageuses pour la classe moyenne, mais les ménages dont le revenu est supérieur à 80 000\$ sont ignorés par les troupes de Gilles Duceppe.

Ce sont les libéraux et les alliés qui proposent les baisses d'impôt les plus prononcées. Le plan de l'Alliance favorise davantage la classe moyenne et les personnes à revenus élevés en raison de sa proposition d'un taux unique d'imposition de 17% pour les revenus inférieurs à 100 000\$, et de 25% pour les revenus supérieurs à 100 000\$. Les libéraux s'opposent au taux unique et propose quatre taux d'imposition (16%, 22%, 26% et 29%) pour maintenir la progressivité de l'impôt fédéral. Les gains en capital seraient assujettis à hauteur de 50% à l'impôt fédéral.

Au chapitre de l'impôt des sociétés, il y a très peu de différences entre libéraux, conservateurs et alliés. Ils proposent notamment une baisse des taux d'imposition de 28% à 21% et un taux d'inclusion de 50% des gains en capital. Le Bloc québécois propose de réaménager l'impôt des sociétés pour favoriser la PME. Le NPD ne prévoit pas d'allègement du fardeau fiscal des entreprises et propose même de nouvelles surtaxes pour les banques.

■ ■ ■

Au chapitre des dépenses, tous les partis ont fait la même lecture des sondages qui ont mesuré les priorités des électeurs. C'est pourquoi la santé est en tête de liste de leurs engagements. Ainsi, tous prévoient majorer les transferts aux provinces en matière de santé. Les libéraux ont conclu une entente avec les gouvernements provinciaux en septembre dernier qui prévoit un redressement des transferts à hauteur de 21,1 milliards sur une période de cinq ans débutant en 2001-02. Les quatre autres partis dévoient des transferts un peu plus généreux, soit par le truchement de l'indexation ou le rétablissement des transferts à leur niveau de 1994.

Le Bloc et le NPD se distinguent au chapitre des dépenses par la bonification du régime de l'assurance-emploi à hauteur de 25 milliards sur une période de cinq ans. Sur le plan social, le NPD propose de nouvelles initiatives tous azimuts: assurance-médicaments, programme de garderies, éducation, environnement, transport en commun et ainsi de suite pour un total de 100 milliards sur cinq ans.

Enfin, les partis se distinguent au chapitre du plan de remboursement de la dette. Les conservateurs ont proposé d'éliminer la dette sur une période maximale de 25 ans et consacrent 25 milliards à cette fin au cours des cinq prochaines années. L'Alliance canadienne propose d'allouer 30 milliards au remboursement de la dette avec l'objectif d'éliminer celle-ci sur une période maximale de 50 ans. Le Bloc et les libéraux suivent avec 21 milliards et 15 milliards respectivement sur cinq ans. Le NPD ne s'engage pas à réduire la dette.

Un dernier constat: les partis proposent très peu de choses sur le plan des dépenses à vocation économiques. Cela surprend compte tenu de la course aux nouvelles technologies des économies développées. Le programme libéral propose un engagement précis à ce chapitre, soit de majorer d'un milliard par année d'ici cinq ans les dépenses en recherche et développement. Vous conviendrez que c'est mince si l'on considère que le budget annuel du gouvernement fédéral est de l'ordre de 165 milliards.

Des élections, ça se gagne dans le War Room



GÉRALD LEBLANC

En février 1992, un illustre inconnu du fond de l'Arkansas se lance dans la course à la présidence des États-Unis.

À la surprise générale, Bill Clinton arrache l'investiture démocrate et défait le républicain George Bush, parti grand favori de la course.

« Un merci spécial à mon équipe de campagne, jeune, agressive et non conformiste, mais toujours gagnante », disait Bill Clinton le soir de son couronnement.

Cette équipe gravitait autour de deux hommes, l'organisateur James Carville et le communicateur George Stephanopoulos, qui avaient eu le flair de faire filmer leur miraculeuse campagne.

Le film, couronné meilleur documentaire produit en 1992, s'intitule *The War Room*, la nouvelle désignation consacrée des comités de stratégie ou cabinets de guerre électoraux.

« Je suis un professionnel de la politique et j'adore mon métier », dit James Carville. Des professionnels qui concoctent les messages que nous livrent les témoins des partis politiques.

Ils disent tous que la première loi du *War Room*, c'est le lien direct et constant avec le chef, la seconde étant le secret entourant les coups préparés pour déstabiliser l'adversaire.

Inutile, donc, de demander aux stratèges et tacticiens d'Ottawa, Toronto, Calgary et Montréal de nous mettre au parfum de leurs présentes sources d'angoisse ou d'allégresse. Les anciens guerriers peuvent cependant nous aider à comprendre le fonctionnement de ces centres nerveux des campagnes.

Les frontières évanescences

Le sénateur conservateur Pierre-Claude Nolin, qui en est à sa 17<sup>e</sup> campagne, compare le *War Room* à un autoclave, où les aliments sont cuits en vitesse et sous pression.

« On s'épie les uns les autres. Comme à la guerre, la stratégie est déterminée avant le départ; ce sont les tactiques qu'il faut adapter et inventer dans le cabinet de campagne. »

Le vétéran se souvient de l'élection de 1988 opposant Mulroney à Turner, où il a fallu changer de cap, faire place à une stratégie émergente, selon l'expression du jovial sénateur.

Lors du débat télévisé, remporté cette fois par John Turner, le leader libéral avait semé le doute sur les conséquences du libre-échange. La publicité libérale télévisée, montrant une frontière évanescence, enfonçait le dernier clou.

Hugh Segal, un autre vétéran qui suit la campagne du haut des gradins pour la première fois depuis 35 ans, se souvient très bien de ce revirement de 1988.

« Nous menions par plus de dix points avant le débat et nos sondages nous indiquaient que nous traînions par quatre ou cinq points après. Turner venait d'imposer son thème et de nous mettre sur la défensive. »

M. Segal, maintenant directeur de l'Institut de recherche en politiques publiques, estime que le *War Room* des conservateurs, plus alerte que celui des libéraux, avait alors fait la différence. « Nous avons immédiatement produit des publicités neutralisant celles de l'adversaire, fait distribuer 500 000 exemplaires d'un petit pamphlet — *Les dix mensonges sur le libre-échange* —, fait témoigner des personnalités indépendantes comme Emmett Hall et Simon Riesman, et organisé un rallye partisan à Sherbrooke. »

La machine des libéraux n'avait pas su profiter du bon coup de son chef et les conservateurs avaient repris l'initiative. Tous insistent sur la nécessité de garder l'initiative de la guerre et de profiter des erreurs de l'autre pour surfer sur sa vague.

« On peut même profiter de cette vague pour retarder la divulgation d'une partie de son programme afin de ne pas distraire les électeurs », précise le sénateur Jean-Claude Rivest, bras droit de Robert Bourassa chez les libéraux du Québec.



Photo Presslink

Le président Bill Clinton et l'architecte de son triomphe de 1992, James Carville. C'est de l'équipe de Carville que vient l'expression *War Room*, le cabinet de guerre qui pilote toute campagne électorale digne de ce nom.

Les conservateurs n'ont pas toujours eu la main aussi heureuse, se souviennent MM. Nolin et Segal.

En 1974, les conservateurs de Robert Stanfield proposaient le gel des prix et des salaires pour contrer l'inflation. Pierre Trudeau fit campagne contre, quitte à la mettre en pratique une fois élu, comme le veut la tradition libérale.

Hugh Segal rappelle que la tâche des libéraux fut facilitée par le manque de cohérence des conservateurs: « Stanfield proposait un gel de 90 jours mais Diefenbaker voulait le gel des prix sans les salaires et Gillies, de Toronto, disait ne pas être certain de l'efficacité d'une telle mesure. Cette confusion nous a empêché de marquer des points avec une mesure qui s'imposait. »

« Au Canada, les gens votent moins pour une idéologie que pour une certaine cohérence et sur la capacité de gouverner. Il est important d'éviter la confusion, du genre de celle entourant la campagne de Stockwell Day, qui nous a peut-être coté la victoire en 1974 », dit M. Segal.

En 1997, ce sont les adversaires des conservateurs qui leur ont fait glisser le tapis sous les pieds. Jean Charest menait une bonne campagne au Québec, contrairement à Gilles Duceppe dont le Bloc était en chute libre.

C'était l'euphorie dans le *War Room* conservateur de Montréal après qu'un sondage Léger & Léger eut qualifié Charest de comète et fait miroiter la récolte de 40 sièges au Québec.

C'est alors que la publicité du Reform Party disant qu'on en avait assez de voir des Québécois diriger le Canada, et une entrevue de Jean Chrétien soutenant que 50% + 1 de OUI ne suffisaient plus pour l'emporter au référendum, ressoudèrent la polarisation séparatiste-fédéraliste (bloquistes-libéraux). Jean Charest dut se contenter de cinq sièges au Québec.

« Pris par ses engagements en Ontario, où le parti n'a gagné qu'un seul siège, Jean Charest est revenu trois jours trop tard au Québec. Le *War Room* n'avait pu le convaincre que la maison brûlait », se souvient Hugh Segal.

Le pavé des Yvette

Ce sont les imprévus, souvent de petits incidents ou de banales déclarations de candidats vedettes, qui font dérailler la machine et monter la vapeur dans le *War Room*.

Au référendum de 1980, Lise Payette, une des meilleures vendeuses du PQ, commit la fatale erreur de comparer Madeleine Ryan, la femme du chef libéral, à la petite Yvette des manuels scolaires décrits par les féministes de la CEQ.

Le feu était mis aux poudres. Les femmes fédéralistes venaient de trouver l'étincelle pour attiser les ardeurs de leur camp, fort en argument et en organisation, mais faible en émotion et en passion.

« Il y avait un gros risque, se souvient

Pierre Bibeau, alors dans le *War Room* du comité du NON. On avait d'abord pensé à la Place Bonaventure (pour rassembler les militantes fédéralistes), puis on accepta enfin, non sans hésitation, de le faire au Forum. Ce fut un tournant. »

Claude Charron, alors ministre péquiste et proche collaborateur de René Lévesque, se souvient aussi de l'événement dont son camp ne se remit jamais. « Nous venions de perdre les points marqués à l'Assemblée nationale lors du débat sur la question. Nous avions perdu l'initiative que nous n'avons jamais reprise. Le *War Room* était impuissant et attendait la suite des événements, des heures interminables où on se faisait du sang de cochon. »

Gratia O'Leary, alors secrétaire de presse de Lévesque, ajoute qu'une campagne, c'est parfois comme un cheval fou dont on n'arrive plus à tenir la bride.

Les salons de thé

Rares sont les campagnes sans imprévu, mais il y en a de plus faciles que d'autres, celles où le *War Room* ressemble à un salon de thé, selon l'expression de Claude Charron pour la campagne de 1981, ou à l'enfer, comme celles de 1976 et 1994 pour Fernand Lalonde, alors que les libéraux furent écrasés par le PQ.

« En arrivant au *War Room*, on fait le brave devant les troupes mais en son for intérieur, on se dit qu'il aurait peut-être mieux valu rester bien au chaud dans son lit. C'est alors qu'on sépare les hommes des enfants », selon M. Lalonde, un homme de confiance de Robert Bourassa.

Tous insistent pour souligner l'importance du lien entre le chef, en tournée sur le territoire, et le *War Room*. C'est pourquoi l'on n'y retrouve, dans les campagnes bien organisées, que des hommes et femmes de confiance du leader. « C'est surtout important quand il faut dire au chef que ça ne marche pas, qu'il a mal performé », précise Pierre Bibeau.

Jean-Claude Rivest ajoute que l'importance du *War Room* dépend de l'importance que lui accorde le leader. « Contrairement à ce qu'on pourrait penser, Jean Lesage et Claude Ryan se fiaient beaucoup plus au *War Room* que Robert Bourassa, souvent son propre stratège. »

« Comme aux Olympiques, il y a les figures imposées (le programme du parti, les dossiers régionaux...) et les figures libres où certains leaders performant mieux que d'autres. »

On souligne aussi l'importance de la cohérence dans tout le réseau électoral. « Tout doit partir du *War Room* et y revenir », précise Fernand Lalonde.

Marthe Laurence, directrice des communications de Lucien Bouchard en 1993, souligne l'importance particulière de surveiller son propre réseau lorsqu'il s'agit d'une nouvelle formation, comme le Bloc à l'époque et en partie l'Alliance aujourd'hui.

'Incontournable « ligne » du jour

GÉRALD LEBLANC

ROBERT BOURASSA aimait très s'amusser avec les journalistes. En province, en début de soirée, il s'arrêta parfois dans son discours et nous jetait un regard en coin, avant de lancer solennellement la phrase qui ferait la manchette du lendemain.

« Il faisait parfois exprès pour ne rien dire d'autre afin de s'assurer que le message du jour soit le seul à passer », précise Jean-Claude Rivest.

Ce fameux message, c'est la LIGNE, celle qu'il faut dire et répéter, que tous, du chef au dernier candidat, reçoivent du *War Room*. « Il faut ici une discipline à toute épreuve », selon Jean-Claude Rivest.

On dépouille les médias et on essaie de prévoir les attaques de l'adversaire, on s'informe sur les tendances en région et on finit par décider qu'il faut marteler tel

ou tel message. On suggère même les mots pour le dire. Avec un peu d'attention, on peut facilement repérer cette fameuse ligne du jour.

Quand on entend le même jour le premier ministre Jean Chrétien et le ministre Martin Cauchon terminer chacun leur discours, l'un à Toronto et l'autre en province au Québec, avec « notre programme est modéré et équilibré », on sait que la ligne vient du *War Room* et prépare les attaques contre l'extrémisme de l'Alliance et l'aventurisme du Bloc.

Quand la publicité des conservateurs s'attaque crûment aux « mensonges » de Jean Chrétien, celui-ci répond calmement en citant lentement Lester B. Pearson, Prix Nobel de la paix et diplomate plus que politicien partisan: « Those who throw mud lose ground » dont la traduction — Ceux qui lancent de la boue perdent pied — ne rend pas le jeu de mots sur la boue et le sol. Pas besoin de dictionnaire pour y voir la main du *War Room*, selon M. Rivest.

Les sondages jouent enfin un rôle capital dans l'alignement du *War Room*. Les sondages des médias qu'on obtient souvent à l'avance grâce à ses contacts dans les agences, mais aussi ceux du parti, particulièrement le sondage continu (rolling poll), qui fonctionne 24 heures sur 24 du début à la fin de la campagne.

Il est important pour le *War Room* de scruter non seulement l'aspect quantitatif des sondages — le pourcentage de chaque parti dans chaque région — mais aussi l'aspect qualitatif, c'est-à-dire les caractéristiques des électeurs, surtout de ceux qui se disent incéds ou susceptibles de changer d'allégeance.

C'est en effet vers cet électoral flottant qu'il faut orienter les messages, surtout dans une campagne chaudement disputée, du genre de celle qui s'achève dans un incroyable suspense chez nos voisins du sud, où les post-mortem doivent être bien douloureux dans les *War Rooms* des deux grands partis.

ÉLECTIONS 2000 > 16 JOURS AVANT LE VOTE

# « Day veut détruire le Canada »

Chrétien s'en prend à la régionalisation prônée par l'Alliance

GILLES TOUPIN

ST. CATHARINES, Ont. — Jean Chrétien a accusé, hier matin à Hamilton, Stockwell Day de vouloir détruire le Canada. Il s'en est donné à cœur joie pour camper le chef de l'Alliance dans le rôle du défenseur de la régionalisation du pays, ce qui mènerait inéluctablement, selon le premier ministre, à la destruction du Canada.

M. Day, a rappelé Jean Chrétien, a dit à plusieurs reprises que les impôts devraient être perçus par les gouvernements provinciaux. Ces derniers, par la suite, toujours selon l'approche de M. Day, feraient une contribution au gouvernement central.

« Tout le monde sait, a dit M. Chrétien, qu'il faut au Canada un gouvernement central fort qui peut parler pour tous les Canadiens. Parce que, pour moi, le Canada c'est le pays de tous les Canadiens, d'un océan à l'autre et du nord au sud. Ce que veut faire Stockwell Day, c'est détruire le Canada. »

Informé plus tard en soirée, lors d'un dîner libéral à St. Catharines, de la réaction négative de l'Alliance à ses déclarations, le premier

ministre a maintenu ses accusations. « En démocratie, a-t-il expliqué aux journalistes, un gouvernement doit être responsable des dollars qu'il dépense. Et si le gouvernement central ne perçoit plus les impôts, il n'est plus le gouvernement central. »

M. Chrétien avait également reproché en début de journée à ses adversaires de s'être adonnés à du dénigrement de personnalité lors du débat télévisé de la veille. Il n'en a pas moins suggéré du même souffle que le chef allianciste, Stockwell Day, agissait comme un escroc. Il l'a comparé à un vendeur de voitures qui trafiquerait ses livres pour voler ses clients.

Au lendemain de ce débat télévisé houleux, les stratégies de la campagne libérale avaient choisi un comté libéral sûr, celui de Hamilton-Ouest, pour offrir aux Canadiens une image plus triomphale de leur candidat. M. Chrétien, par ses propos, a en effet parlé hier comme quelqu'un qui sentait le besoin de réparer les pots cassés de la veille.

Dans une ancienne gare rénovée, appelée Liuna Station, M. Chrétien s'est adressé à une foule partisane

de quelque 600 personnes. Entouré de plusieurs de ses députés et candidats de la région, dont Sheila Copps et Stan Keyes — celui-là même qui avait ouvertement contesté le leadership de Jean Chrétien au début de l'année —, M. Chrétien n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a accusé Stockwell Day d'avoir deux programmes politiques, l'un pour le public et l'autre pour ses candidats, faisant allusion au cahier d'information remis par l'Alliance à ses candidats et qui, sur certains points, contredit le programme officiel du parti.

Il a alors comparé M. Day à « un gars » qui tient deux livres de comptabilité parallèles, un qu'il rédige sous la table pour lui-même et l'autre pour ses clients. « Achèteriez-vous une voiture d'un gars qui a deux livres de prix différents ? » a-t-il demandé.

**Obstruction !**

M. Chrétien a ainsi passé une bonne partie de la journée à dénoncer les coups bas de ses adversaires Stockwell Day, Joe Clark, Gilles Duceppe et Alexa McDonough.

« Hamilton est une grande ville de football, a-t-il lancé. Et hier soir,

on a vu beaucoup d'empilades, de mouchoirs jetés sur le terrain pour hors jeux, une utilisation illégale d'une affiche, des plaquages par la grille faciale, des obstructions et des nuisances. Mais, a-t-il ajouté, nous avons encore possession du ballon. » M. Chrétien a ensuite prédit que le 27 novembre son équipe marquerait « un autre touché pour le Canada ».

Il a reproché aux chefs des autres partis d'avoir « abandonné leur programme » jeudi soir pour lancer des quolibets et, parfois, « faire du dénigrement de personnalité ». « C'était renversant d'écouter Stockwell Day, a-t-il dit. Il a nié qu'il avait proposé un taux unique d'imposition. Tout le monde l'a entendu. Le croyez-vous ? Le 1<sup>er</sup> mars cette année il a dit à la presse et je cite : 'Les provinces devraient avoir le droit de collecter tous les impôts et en remettre une part à Ottawa.' Hier soir, il l'a nié. »

M. Chrétien a également reproché à M. Day d'avoir appuyé un système de santé à deux vitesses pour encore, lors des débats télévisés, renier ses propos. « J'aime mieux Preston Manning, a-t-il poursuivi. Au moins avec lui on savait quelle était sa position. »

**PENDANT CE TEMPS...**

**Clark, le pitbull**

NOS COLLÈGUES des médias anglophones ont bien sûr suivi le débat des chefs en français, mercredi soir, et en ont tiré des analyses parfois étonnantes. C'est le cas de Barbara Yaffe du *Vancouver Sun* qui a comparé certains échanges à un concours de toutsous. Joe Clark, entre autres, avec son pupitre collé sur celui de Jean Chrétien et son regard frondateur avait parfois des airs de pitbull prêt à mordre le premier ministre à la cheville, raconte Mme Yaffe. Stockwell Day ? Hum ! Il avait plutôt l'air d'un coolie trop pomponné et surentraîné. « C'était le chiot le plus doux (benign puppy) du groupe », conclut l'analyste.

**JeanChretien.ca**

LA FIRME Internet Momentous.ca a enregistré cette semaine le nom de domaine « JeanChretien.ca ». Curieusement, ce nom était encore disponible et le président de l'entreprise d'Ottawa, Robert Hall, a pris l'initiative d'en devenir l'unique propriétaire afin que les cyberpirates ne puissent se l'approprier. À noter, selon le journal en ligne Multimédia, que le domaine www.JeanChretien.net est un site politique en construction alors que l'adresse www.JeanChretien.com mène directement à Celebrity 1000, un site consacré aux gens riches et célèbres.

**Interdit aux adultes**

LES ENFANTS auront aussi le droit de vote le 27 novembre. Par le biais de Septembre Media. La semaine dernière, cette entreprise québécoise d'édition multimédia a lancé le projet « Moi aussi je vote », accessible par les sites Internet Les Débrouillards, L'école branchée et L'actualité en classe. Selon le cyberjournal Multimédia, « les enfants peuvent s'inscrire sur une liste électorale, s'informer sur les divers partis, poser des questions à leur chef par l'intermédiaire du journaliste Michel Vastel du *Soleil* et voter virtuellement ». Les résultats de ce vote seront mis en ligne le 28 novembre, au lendemain des élections fédérales.

**Trois gays au PC**

APRÈS Lee Johnson (Vancouver-Centre) et Randall Pierce (Toronto-Centre-Rosedale), le Parti conservateur a recruté un troisième candidat gay en vue des élections du 27 novembre. Marc-André Bélair, un jeune homme de 18 ans, se présente dans la circonscription d'Ottawa-Carleton. « J'espère qu'en briguant les suffrages, j'encouragerai d'autres gays et lesbiennes à participer ouvertement au processus politique et à appuyer notre parti », a-t-il déclaré au quotidien *Le Droit* d'Ottawa-Hull. Il a ajouté que sa décision de se présenter n'était pas uniquement liée au désir du Parti conservateur de prouver son ouverture à l'endroit des gays et lesbiennes.

**Publicité électorale sous microscope**

L'ÉMISSION *Planète Pub*, présentée à Télévision Quatre Saisons (TQS), consacrera son édition de dimanche à la publicité des partis politiques durant la présente campagne électorale. La publicité est-elle décisive pour remporter une élection ? La publicité politique a-t-elle évolué depuis quarante ans ? Quels sont les slogans qui ont marqué l'histoire politique canadienne ? Autant de sujets qui seront abordés durant cette émission par l'animatrice Emmanuelle Garnaud et ses invités, Yves Dupré, spécialiste québécois de la communication et fondateur du groupe BDDS, et Jean-Marc Léger, président de la firme de sondages Léger Marketing.

André Duchesne

**LES CHEFS AUJOURD'HUI**

> Le chef libéral et premier ministre Jean Chrétien, est à Ottawa, où il participera notamment aux cérémonies du Jour du Souvenir.

> Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, est à Halifax, où il risque de croiser la députée du coin, la leader néo-démocrate Alexa McDonough, qui y passe elle aussi la journée.

> Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, fait campagne sur la Côte-Nord.

> Le chef du Parti conservateur, Joe Clark, est en Ontario, où il tentera de transformer en votes l'élan de sympathie que lui a valu sa bonne performance dans les débats.



Le premier ministre Jean Chrétien a accusé, hier, son adversaire allianciste de vouloir détruire le Canada. « Geste désespéré », a tout de suite rétorqué Stockwell Day.

## « Un geste désespéré d'un homme désespéré », réplique le chef de Alliance

VINCENT MARISSAL

**SARNIA — Jean Chrétien accuse l'Alliance canadienne de vouloir détruire le pays parce qu'il a peur de perdre le pouvoir, a soutenu hier soir Stockwell Day devant plus d'un millier de personnes réunies à Sarnia. Il est trop tôt pour dire si les débats influenceront les électeurs, mais ils ont certainement requinqué Stockwell Day, qui a relancé hier sa campagne avec force dans le bastion libéral du Sud-Ouest ontarien.**

« Le premier ministre a perdu le débat hier soir (jeudi) et maintenant, c'est évident, de par ce geste désespéré d'un homme désespéré, il a peur de perdre le pouvoir », a-t-il lancé à une foule ravie.

Au lendemain du débat en anglais, les deux chefs des principaux partis politiques sont passés en vitesse supérieure, se répondant jusqu'en soirée par point de presse et discours interposés.

Racontant (à la veille du jour du Souvenir) que ses deux grands-pères et son père avaient servi le Canada dans les deux Grandes Guerres et à Hong Kong, M. Day s'est dit « blessé » d'entendre le premier ministre l'accuser de vouloir détruire le pays.

Convaincu d'avoir gagné haut la main le débat en anglais, le chef de l'Alliance canadienne s'est empressé dès hier matin d'oublier les problèmes des derniers jours et a attaqué de front le premier ministre Jean Chrétien, suggérant fortement, mais sans jamais le dire textuellement, qu'il est un menteur.

« Je ne vais pas dire qu'il est un menteur, mais il a dit plusieurs fois des choses qui ne sont pas vraies, alors, vous pouvez attacher le mot », a-t-il indiqué en point de presse à Woodstock, où il a rencontré une centaine de militants, dont la grande majorité affirmant être d'anciens conservateurs.

Stockwell Day, ancien ministre des Finances de l'Alberta, en a particulièrement contre un message publicitaire libéral qui affirme que le gouvernement albertain ouvre la porte à un système de santé privé. « Ce message est un mensonge, et l'Alliance canadienne aime la vérité », a lancé M. Day, reprenant là où il avait laissé jeudi quand il avait talonné Jean Chrétien durant le débat à ce propos.

« Les messages électoraux forts, c'est correct en campagne, mais il faut que ce soit vrai, a-t-il insisté plus tard dans son autobus de campagne entre deux événements. Une entreprise privée qui annonce quelque chose qui n'est pas vrai, devrait retirer son message. J'ai demandé à Jean Chrétien hier (jeudi soir) de retirer son message, mais je l'ai encore vu ce matin. »

**Campagne de charme**

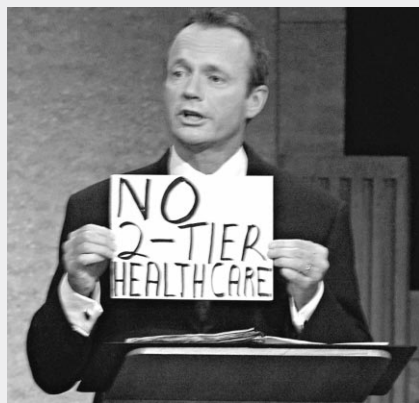
Espérant tirer profit de sa performance lors du débat pour faire oublier la controverse autour de la création d'un système de santé à deux vitesses, M. Day courtise le vote conservateur de la riche région du sud-ouest de l'Ontario, là où le défunt Parti réformiste avait assez bien fait en 1997.

C'est dans le sud-ouest de l'Ontario que M. Day gagnera ou perdra son pari d'étendre les gains de son parti à l'est des Prairies. Pas moins de 29 députés libéraux ont été élus dans cette grande région tout en ayant récolté moins de vote que les conservateurs et les réformistes réunis. Pas étonnant que le chef de l'Alliance canadienne fasse du charme aux conservateurs, du moins à ceux « qui restent » comme il le dit lui-même.

Mais le principal adversaire demeure Jean Chrétien, et Stockwell Day ne ménage aucun effort pour gruger le vote libéral dans ce terreau fertile pour les politiques conservatrices.

« Beaucoup d'anciens conservateurs me disent qu'ils apprécient le programme de l'Alliance canadienne et ils apprécient mon engagement en faveur du respect, et le fait que je n'ai jamais été négatif envers Joe Clark », d'avancer M. Day.

**CE QU'ILS ONT DIT**



Stockwell Day et son affiche, le soir du débat.

**'bfrontement Day-Chrétien**

(Extrait du débat des chefs, 9 novembre 2000)

**Stockwell Day :** « M. Chrétien nous demande quelle est notre politique en matière de santé. Je n'ai pas d'objection à vous montrer nos notes de travail, M. le premier ministre... (M. Day sort une affiche sur laquelle il a écrit : Pas de système de santé à deux vitesses) Pouvez-vous lire ça, monsieur ?

**Joe Clark :** M. Day est un maître dans l'art de ramener un raisonnement compliqué à une simple affiche. De plus en plus, j'ai l'impression qu'il est candidat à un poste d'animateur de jeu télévisé, non à celui de premier ministre.

(...)  
**Stockwell Day :** « J'ai toujours dit, et notre politique est très claire... Tout le pays a vu nos notes de travail, alors vous pouvez les voir aussi... (M. Day montre à nouveau son affiche) Pas de système de santé à deux vitesses. J'ai dit cela très clairement. Nos membres ont dit cela très clairement. C'est une position claire : pas de système de santé à deux vitesses !

Et pourtant, monsieur Chrétien, vous avez diffusé une publicité nous accusant de ne pas dire la vérité. Je vous demande de faire l'un des deux gestes suivants... (M. Day quitte son lutrin et fait un pas vers M. Chrétien) Voulez-vous, s'il vous plaît, me traiter de menteur, ou bien retirer ces publicités qui sont fausses ! »

**Jean Chrétien :** Un autre stunt à l'américaine !

**Day :** Répondez à ma question.  
**Chrétien :** Je vais vous dire que... Quand vous avez écrit aux premiers ministres des provinces, vous leur avez dit que votre gouvernement ne ferait pas respecter la Loi nationale de la santé...

**Day :** Répondez à ma question !  
**Chrétien :** ... que chaque province s'autorégulerait.

**Day :** Répondez à ma question !  
**Chrétien :** Quelle sorte de système est-ce cela, lorsque les provinces s'autorégulent ?

**Day :** Répondez à ma question !  
**Chrétien :** Vous prenez tous les moyens...

**Day :** Répondez à la question.  
**Chrétien :** ... pour qu'il y ait un système à deux vitesses. Tout le monde est d'accord !

**Day :** Répondez à la question !  
**Alexa McDonough :** Quand les gens peuvent payer pour passer avant les autres, c'est un système à deux vitesses...

**Day :** (à M. Chrétien) Répondez à la question !

**McDonough :** Quand les gens peuvent payer pour passer avant les autres, c'est un système à deux vitesses.

**Day :** Vous ne pouvez plus fuir ou vous cacher !

**McDonough :** Des gens paient \$4000 pour certaines chirurgies en Alberta aujourd'hui...

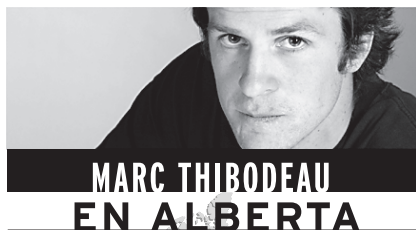
**Day :** Monsieur, pourquoi ne répondez-vous pas à la question ?

**VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ?**  
Courrier électronique:  
elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 16 JOURS AVANT LE VOTE

# Le pari de Joe Clark

Le chef conservateur tenait à se présenter dans sa province natale, pourtant acquise à l'Alliance canadienne



CALGARY — C'est un pari pour le moins risqué que le chef du Parti conservateur, Joe Clark, a pris en se présentant comme candidat dans le comté de Calgary-Centre, au coeur d'une province largement acquise à l'Alliance canadienne de Stockwell Day.

Lors des élections fédérales de 1993 et 1997, les conservateurs n'y ont remporté que 15 % et 18 % des voix alors que le Reform, refondu aujourd'hui dans l'Alliance, a obtenu chaque fois l'appui de plus de 40 % des électeurs. Les libéraux, toujours bons deuxièmes, ont reçu pour leur part l'appui de près d'un électeur sur trois.

M. Clark, qui avait facilement remporté une élection partielle dans un comté de la Nouvelle-Écosse peu de temps avant le déclenchement des élections générales, se dit confiant d'avoir fait le bon choix. Mais il convient d'emblée que sa tâche s'annonce ardue. « Les indications que j'ai jusqu'à maintenant dans le comté sont encourageantes », a-t-il indiqué cette semaine lors d'une entrevue téléphonique.

Le chef du Parti conservateur a expliqué qu'il tenait à se présenter

dans sa province d'origine au sein d'un comté urbain, ce qui lui permettra d'assumer plus facilement, du point de vue logistique, sa double tâche de député et de chef de parti. M. Clark évoque aussi, à l'appui de sa décision, le caractère résolument moderne de Calgary-Centre et ses liens familiaux avec l'endroit.

Le député sortant du comté, Eric Lowther, qui avait gagné avec une marge confortable l'élection de 1997, fait aujourd'hui campagne comme représentant de l'Alliance. En dépit du niveau de popularité du parti de Stockwell Day en Alberta, il se garde bien de pavoiser. « Notre niveau de confiance va croissant... Mais il n'est pas question d'arrêter de courir avant d'avoir franchi la ligne d'arrivée », dit le député, qui se montre plus préoccupé par la candidate libérale, Joanne Levy, que par M. Clark.

« Les conservateurs sont numéro trois. Le numéro deux, ce sont les libéraux. Je les prends très au sérieux », indique M. Lowther, qui mène une campagne « de terrain » intensive.

Mme Levy, une ex-journaliste de CBC, ne se fait guère de mouron non plus relativement à la présence du chef du Parti conservateur. Les bleus finiront sensiblement au même niveau qu'en 1997 dans Calgary-Centre, prédit la candidate, qui mise sur la question de la santé pour marquer des points face à l'Alliance.

« Je crois que nous avons certainement retenu la base d'appui que nous avions en 1997. Mon rôle maintenant, c'est de bâtir là-des-



Le chef du Parti conservateur, Joe Clark, mise sur son expérience politique pour obtenir l'appui des électeurs de Calgary-Centre, un comté remporté haut la main par le Reform, lors des deux élections précédentes.

sus », dit Mme Levy. M. Lowther indique inversement que « nombre de gens qui votaient libéraux » en 1997 sont maintenant insatisfaits et pleinement disposés à voter pour son parti.

Tandis que ses opposants multiplient les diagnostics contradictoi-

res sur les intentions de l'électorat, M. Clark, qui avait défié Stockwell Day de se présenter contre lui dans Calgary-Centre au lendemain de son élection à la tête de l'Alliance, note que sa propre équipe fait du bon travail dans le comté.

« Je viens d'apprendre que plu-

sieurs personnes contactent notre bureau de campagne pour travailler comme bénévoles. C'est un bon signe », note le chef du PC, qui n'a eu jusqu'à maintenant que quelques jours à consacrer au comté en raison de la campagne qu'il mène à l'échelle du pays.

## Le favoritisme à l'envers?

Ottawa donnerait plus de subventions aux comtés bloquistes

ALEXANDRE SIROIS

COATICOOK — Pour obtenir davantage de subventions de la part du gouvernement fédéral, il faut voter... Bloc !

C'est en quelque sorte ce que le parti de Gilles Duceppe a démontré hier, en publiant des chiffres selon lesquels les circonscriptions détenues par ses députés ont obtenu plus de subventions que les autres, depuis 1997, de la part du ministère du Développement des ressources humaines (DRHC).

Le chef du Bloc souhaitait en fait profiter de l'occasion pour exhorter les libéraux à « arrêter ce chantage éhonté, qui frise le ridicule, de dire : si vous votez pour un député libéral (...) vous obtiendrez des millions, et si vous ne votez pas pour nous, vous n'aurez pas un sou ».

M. Duceppe a soutenu que les libéraux avaient notamment effectué ce genre de chantage la semaine dernière, « dans le coin de Chandler », en Gaspésie, où les travailleurs de l'usine Gaspésia espèrent qu'Ottawa injectera des fonds pour la relance de l'industrie. « On devait avoir — c'est M. Chrétien qui le disait — une élection portant sur les valeurs libérales. J'aimerais ça savoir si le chantage c'est une valeur libérale », a lancé le leader bloquiste.

« C'est même pas vrai qu'il y a plus d'argent dans des comtés libéraux, a ajouté M. Duceppe. Si un député travaille pour son comté, bon dieu, il obtient quelque chose. Ce n'est pas dû au fait que vous êtes avec le parti au pouvoir. » Selon les chiffres de DRHC diffusés hier par le Bloc, Ottawa aurait alloué une moyenne de 17,3 millions en subventions à chaque comté libéral, contre 17,5 millions à chaque circonscription bloquiste.

### Le pot dérange

M. Duceppe, dont la brève tournée en Estrie portait surtout sur l'agriculture, a par ailleurs été rattrapé par l'enjeu de la culture du pot dans les champs des cultivateurs québécois. Si le chef bloquiste n'a pas glissé un mot à ce sujet lors de ses discours, d'autres l'ont fait à sa place.

« On dit qu'il y a un triangle du pot entre Coaticook, Sorel et Saint-Hyacinthe », a ainsi déclaré Jean-Charles Blais, président du Centre régional d'initiatives et de formation en agriculture, où M. Duceppe a prononcé un discours.

Interrogé par les journalistes lors d'un point de presse à l'issue de son allocution, M. Blais, qui est également producteur laitier, a indiqué que son voisin avait été arrêté il y a peu de temps, pour avoir cultivé du pot. « C'est sûr que (le problème) est important. Tous les cultivateurs savent qu'il y en a eu dans les champs à des endroits », a-t-il dit.

Le président de l'Union des producteurs agricoles, section Estrie, abondait dans le même sens. Affirmant qu'il connaissait des agriculteurs ayant reçu des menaces, il a réclaté plus de moyens pour les forces de l'ordre. « Si la police a les effectifs pour faire des perquisitions quand les producteurs font les dénonciations, il va y avoir de plus en plus de dénonciations », a-t-il déclaré.

Quant à Gaston Leroux, candidat bloquiste qui affronte le député libéral David Price dans Compton-Stanstead, il était accompagné hier de deux gardes du corps. Il



Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, faisait campagne, hier, en compagnie de sa conjointe, Yoïande Brunelle.

les avait recrutés pour l'événement parce que son local électoral a récemment reçu la visite d'un homme se faisant passer pour un employé de Bell. M. Leroux, qui a contacté la Sûreté du Québec, a précisé qu'il avait récemment dénoncé la culture du pot dans la région.

Lors de la seule intervention de M. Duceppe au sujet du pot, le bloquiste a de nouveau réclaté une législation plus musclée pour faire échec aux criminels : « Pour s'at-

taquer à cette culture illégale, qui crée un climat épouvantable pour les agriculteurs (...), il faut s'attaquer au crime organisé. »



VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE? Courriel électronique: elections@lapresse.ca

### TRIBUNE

## « Plus Québécois que Chrétien, tu meurs! »

La Presse poursuit sa série de rencontres avec des électeurs férus de politique.

ANDRÉ DUCHESNE

SI GEORGE W. Bush devient le 43<sup>e</sup> président des États-Unis, il y aura quand même eu un intervalle de 8 ans (la présidence de Bill Clinton) entre son élection et la fin du règne de son père. Chez les Blanchard de Saint-Zotique, le parcours politique n'a pas de tels pointillés.

« Mon père a été maire de la municipalité durant 27 ans. Je lui ai succédé et j'ai occupé le poste durant 14 ans », raconte Claude Blanchard, un avocat spécialisé en droit criminel. Aujourd'hui, son fils Marc-André est président du Parti libéral du Québec.

Bush père et fils peuvent donc aller se rhabiller.

Mais laissons de côté les élections américaines et la mairie de Saint-Zotique pour parler de politique canadienne, autre dada de M. Blanchard.

Chez lui, on est libéral. On est fédéraliste. On aime le Canada. Les brumes de Peggy's Cove, les étendues dorées des Prairies et les Rocheuses itou. Et on n'a pas oublié le credo de Pierre Elliott Trudeau : les Canadiens français doivent prendre leur place.

« Je suis malheureux que les Québécois, le Bloc québécois, passent leur temps à s'abstenir. Au lieu de cela, on devrait croiser le fer avec l'Ontario, les autres provinces, pour obtenir ce qu'on veut », déplore l'homme qui est visiblement de l'école des trois colombes.

Chez ceux qui ont pris leur place, il y a Jean Chrétien. « Le premier des premiers ministres francophones qui vient réellement de la base », martèle M. Blanchard. Il n'a qu'admiration pour le p'tit gars de Shawinigan qui s'est battu pour graver les échelons jusqu'au poste de premier ministre.

Les Québécois le détestent ? Attention, dit M. Blanchard. « Plus Québécois que Chrétien, tu meurs. C'est lui qui a fait en sorte que Trans Canada Airlines devienne Air Canada. Ça illustre comment il a toujours défendu les Québécois. »

Une fausse note dans ce concert d'éloges ? « Il manque un grand thème dans cette campagne. Ça peut jouer un tour aux libéraux s'ils continuent de faire une campagne *low profile* », pense M. Blanchard.

Il compte sans doute sur le côté bagarreur de Jean Chrétien pour mettre un peu de piquant.

Chrétien, Marchand, Pelletier, Lalonde, Trudeau. Des vrais dans le coeur de Claude Blanchard.

« Si je disais ça en public, je me ferais sans doute lancer des tomates, mais pour moi, Pierre Elliott Trudeau, c'est un vrai patriote. » Voilà, c'est dit.



photo MICHEL GRAVEL, La Presse © Claude Blanchard

photo PC

## ÉLECTIONS 2000 >16 JOURS AVANT LE VOTE

### M<sup>me</sup> McDonough accuse Chrétien et Day d'avoir « menti » au sujet des soins de santé

Presse Canadienne

OTTAWA — Lors du débat des chefs tenu en anglais, Stockwell Day n'a pas dupé les électeurs en exhibant une pancarte indiquant : « Pas de soins de santé à deux vitesses », a affirmé hier le leader du NPD, Alexa McDonough.

M<sup>me</sup> McDonough a accusé le leader de l'Alliance canadienne et le premier ministre Jean Chrétien de ne pas faire leur travail correctement en ouvrant la porte aux soins de santé à but lucratif.

« Les Canadiens savent ce qu'un système à deux vitesses signifie », a-t-elle déclaré au cours d'une conférence de presse, hier matin. « Il signifie que vous pouvez vous retrouver à l'avant de la file si vous acceptez de payer.

« Stockwell Day et Jean Chrétien ont démontré très clairement, jeudi soir, qu'ils n'étaient pas prêts à reconnaître d'où venait le système à deux vitesses, de quelle façon il a fait son apparition et quel rôle ils ont joué pour le mettre en place. »

Le leader néo-démocrate s'est moqué de la lettre outrée que le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, a adressée cette semaine à Jean Chrétien, au sujet des publicités libérales portant sur le risque de démantèlement des soins de santé universels.

« Si Ralph Klein est le père du système à deux vitesses, Jean Chrétien en est la sage-femme, a-t-elle commenté. Et si on veut pousser l'analogie un peu plus loin, Stockwell Day est le médecin accoucheur. » Les publicités, qui sont présentées à la télévision, reprochent à Stockwell Day d'avoir aidé à « imposer une loi qui ouvre la porte à des soins de santé de style américain ».

Les électeurs doivent comprendre que M. Klein, avec Stockwell Day comme ministre des Finances, a pu faire adopter la loi 11 parce que « le gouvernement fédéral a ouvert la porte », a ajouté M<sup>me</sup> McDonough.

Le leader du NPD affirme que le chef conservateur, Joe Clark, ainsi que MM. Day et Chrétien, ne sont intéressés qu'à réduire les impôts et qu'ils ne consacreront pas l'excédent budgétaire croissant à l'amélioration des soins de santé. M<sup>me</sup> McDonough précise que le NPD est le seul parti à accorder la priorité au problème qui préoccupe tous les électeurs.

Alexa McDonough, qui tente d'être réélue à Halifax, a pris l'avion hier à destination du Nouveau-Brunswick, afin de poursuivre sa campagne dans les provinces de l'Atlantique, où les néo-démocrates détiennent un siège au Nouveau-Brunswick et six en Nouvelle-Écosse.

Mais un plafond bas a contraint le pilote de l'appareil utilisé pour sa campagne à faire trois tentatives d'atterrissage avant de finalement poser son avion à Miramichi, au Nouveau-Brunswick, en fin d'après-midi.

À cause du retard, les organisateurs ont dû annuler la rencontre que le chef du NPD devait avoir avec des travailleurs à la mine Brunswick de Bathurst, au Nouveau-Brunswick.



## Maintenant vous pouvez rester plus longtemps à la maison avec votre nouveau bébé.

À compter du 31 décembre, le gouvernement du Canada fait passer le congé de maternité et parental de six mois à un an. Vous avez maintenant la possibilité de passer plus de temps à la maison avec votre bébé durant sa première année. Il n'en tient qu'à vous de prendre le congé au complet ou de le partager avec votre conjoint ou votre conjointe – les deux parents restant à la maison en même temps ou l'un après l'autre.

Pour plus d'information, composez sans frais le 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ou visitez notre site Web au : [www.drhc-hrdc.gc.ca](http://www.drhc-hrdc.gc.ca)

Utilisateurs de téléimprimeur, composez le 1 800 465-7735.

Pour les enfants nés à compter du 31 décembre 2000, ou les enfants adoptés et qui vous sont confiés à compter du 31 décembre 2000.



Nos enfants, notre avenir.

Canada

288/8775

# SANS MAÎTRISE, LA PUISSANCE N'EST RIEN



ÉPROUVÉS JUSQU'À LA LIMITE PAR LES MEILLEURS MAGAZINES AUTOMOBILES, LES PNEUS D'HIVER PIRELLI ALLIENT DE FAÇON REMARQUABLE CONFORT ET TRANQUILITÉ D'ESPRIT SOUS LES PLUS RUDES CONDITIONS.



[www.ca.pirelli.com](http://www.ca.pirelli.com)

POUR LE DÉTAILLANT PIRELLI LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES.

**Pneus Express 440**  
1333, Autoroute 440 Ouest  
Laval (Québec)  
(450) 668-0463

**Pneus Lemay inc.**  
6010, boul. Taschereau  
Brossard (Québec)  
(450) 445-2243

**Groupe President**  
[www.president.qc.ca](http://www.president.qc.ca)  
(514) 381-8665

**Pneus André Touchette inc.**  
8910, boul. Saint-Laurent  
Montréal (Québec)  
(514) 381-1846

**Pneus Unik Hymus**  
2370, boul. Hymus  
Dorval (Québec)  
(514) 683-1961

**Les Alignements Western inc.**  
6645, De Maisonneuve Ouest  
Montréal (Québec)  
(514) 484-8144

**Pneus Chartrand inc.**  
1076, boul. Curé-Poirier Ouest  
Longueuil (Québec)  
(450) 670-0904

**Pneus Macdonald inc.**  
197, de la Forge Street  
Saint-Eustache (Québec)  
(450) 473-2717

**Gougeon & Frère Ltée.**  
1095, boul. St-Joseph  
Drummondville (Québec)  
(819) 478-1488

**Les Pneus Labonté inc.**  
611, Chemin Bel Horizon R.R. #2  
Lennoxville (Québec)  
(819) 569-6460

**Le Relais**  
11, Léger  
Sherbrooke (Québec)  
(819) 566-7722

**Suspension d'Auto Sorel inc.**  
235, rue Roi  
Sorel (Québec)  
(450) 743-5577

ÉLECTIONS 2000 >16 JOURS AVANT LE VOTE

# Joe Clark, cet « adversaire redoutable »

ANDRÉ DUCHESNE

LA PERFORMANCE de Joe Clark aux deux débats des chefs, cette semaine à Ottawa, ne surprend aucunement ses anciens collègues et adversaires. À commencer par l'ancien premier ministre Brian Mulroney qui l'a vu en action des deux côtés de la clôture.

« Nous avons tous les deux participé à la course au leadership du Parti conservateur de 1976 et de 1983 et c'était un adversaire redoutable. Je n'ai pas vu les débats de cette semaine, mais je ne suis aucunement surpris d'entendre dire qu'il les a remportés », a indiqué M. Mulroney joint par *La Presse* hier après-midi à Washington.



Joe Clark

Encore en septembre dernier, au cours d'un point de presse à Montréal, M. Mulroney qualifiait son ancien ministre des Affaires étran-

gères d'« excellent debater ». Un qualificatif qu'il renouvelait hier. « C'est chez lui un don personnel. Il est doué de ce côté-là. C'est un domaine qu'il aime et où il travaille avec efficacité. »

M. Mulroney est particulièrement sensible à la capacité de Joe Clark à bien doser

ses interventions. « Il possède une vision, un bon jugement dans ses répliques. Tantôt, elles sont sévères, tantôt drôles », ajoute-t-il.

D'aucuns diront que Joe Clark est expérimenté et maîtrise ses dossiers. « C'est comme s'il avait de petits tiroirs remplis d'informations dans le cerveau. Non seulement connaît-il ses dossiers, mais l'histoire derrière les dossiers. Ce qui fait la différence avec des chefs moins expérimentés », dit Anie Perreault, son ancienne attachée de presse, maintenant avec l'Association des compagnies de recherche pharmaceutiques du Canada.

Pour l'ancien ministre et maintenant sénateur libéral Serge Joyal, la longue expérience de M. Clark à la Chambre des communes n'est pas étrangère à cette facilité à débattre en direct. « On ne développe pas l'art oratoire dans l'abstrait, dit-il. Il faut être extrêmement attentif à tout ce qui se dit, avoir toute sa présence d'esprit pour marquer des points durant un débat. »

Un exemple est justement survenu jeudi soir lorsque M. Clark, après avoir vu Stockwell Day brandir un écriteau pour souligner sa position sur le système de santé, s'est demandé tout haut si le chef de l'Alliance souhaitait devenir premier ministre ou animateur de jeu télévisé.

## Salon de mode Intimité

VÊTEMENTS DE DISTINCTION POUR DAMES

### SURPLUS D'INVENTAIRE RABAIS EXCEPTIONNELS

De **30 à 50%**  
sur toute la marchandise en magasin.

Parmi nos collections :  
Gerry Webber, Geiger, Linda Lundström, Gardeur, Erich Fend, Gina B, Rabe, etc.

HAUBER

Heures d'ouverture :

Lundi, mardi, mercredi : 9 h 30 à 17 h 30  
Jeudi et vendredi : 9 h 30 à 18 h  
Samedi : 9 h 30 à 17 h



GEIGER

2714, boul. de la Concorde,  
Duvernay, Laval, tél. : (450) 629-6443

## MEDJUGORJE

Message de la Vierge Marie  
du 25 octobre 2000

Chers enfants, aujourd'hui, je désire vous ouvrir mon cœur maternel et vous inviter à prier à mes intentions. Avec vous, je désire renouveler la prière et vous inviter au jeûne que je désire offrir à mon Fils Jésus pour l'arrivée d'un temps nouveau, d'un temps de printemps. En cette année jubilaire, beaucoup de cœurs se sont ouverts à moi et l'Eglise se renouvelle dans l'Esprit. Je me réjouis avec vous et je remercie Dieu pour ce don; quant à vous, petits enfants, je vous appelle: priez, priez, priez, jusqu'à ce que la prière devienne joie pour vous. Merci d'avoir répondu à mon appel.

www.medjugorje.org

## CE SOIR À TVA

► *Le monde perdu de Jurassic Park*  
CINÉ-EXTRA

18 h 30

PRIMEUR

À mort  
les tyrannosaures !

Tyrans à bord !

PRIMEUR

► *Air Force One*  
CINÉMAX

21 h



TOUT LE MONDE EST À TVA

Faculté de l'éducation permanente  
La faculté d'évoluer



# L'Université de Montréal dans votre région.

Informez-vous sur les cours offerts dans ces programmes.

### LAVAL

- Anglais oral • Communication appliquée • Criminologie • Droit
- Études individualisées • Gestion appliquée à la police et à la sécurité
- Gestion des services de santé • Intervention auprès des jeunes
- Maintien à domicile • Petite enfance et famille : intervention précoce
- Publicité • Relations industrielles • Relations publiques
- Santé communautaire • Santé et sécurité du travail • Santé mentale
- Théologie • Toxicomanies • Violence, victimes et société

### LANAUDIÈRE

- Toxicomanies

### LONGUEUIL

- Anglais oral • Bureautique • Communication appliquée
- Criminologie • Droit • Études individualisées
- Gestion appliquée à la police et à la sécurité
- Gestion des services pour les personnes âgées dépendantes (DESS)
- Informatique appliquée • Initiation à la programmation
- Intervention auprès des jeunes
- Intervention dans les groupes et les organisations • Maintien à domicile
- Petite enfance et famille : intervention précoce • Publicité • Rédaction
- Relations industrielles • Relations publiques • Santé communautaire
- Santé mentale • Violence, victimes et société

### MONTÉRÉGIE

- Culture musicale • Petite enfance et famille : intervention précoce
- Toxicomanies

### QUÉBEC

- Gestion des services de santé • Maintien à domicile
- Santé mentale • Santé et sécurité du travail • Toxicomanies

Hiver 2001

Renseignements

(514) 343-6090  
1 800 363-8876  
www.umontreal.ca

Université  de Montréal

# ÉLECTIONS 2000 >16 JOURS AVANT LE VOTE

## Dépense électorale des groupes: la Cour suprême donne raison au gouvernement

Presse Canadienne

OTTAWA — La Cour suprême du Canada a donné temporairement raison au gouvernement fédéral qui veut limiter les dépenses électorales des groupes de pression ou des tierces personnes.

La décision de la Cour suprême, rendue hier, empêchera les groupes de pression ou un individu de dépenser plus de 152 550 \$ à l'échelle nationale ou plus de 3051 \$ par circonscription au cours de la campagne électorale.

Par un vote de 8 contre 1, les ju-

ges de la Cour suprême ont donc cassé une décision d'une cour de l'Alberta qui avait suspendu l'application d'un article de la loi électorale limitant les dépenses des tiers. La Cour d'appel de l'Alberta avait maintenu la décision du tribunal d'instance inférieure.

Cet article de la loi électorale est contesté par Stephen Harper, le président de la Coalition nationale des citoyens, un groupe de pression conservateur.

Le gouvernement fédéral demandait de surseoir à l'exécution de l'injonction.

**Importateur de reproductions antiques européennes**

Économisez jusqu'à **50%**

Tables, jusqu'à 16 pi. de long

**MOBILART C & R**

L'une des plus importantes salles d'exposition au Canada  
6529, boul. Décarie (coin av. Plamondon) Montréal

Stationnement à l'arrière  
**(514) 344-1400**

**ANJOU**

Venez voir nos modèles.  
Bureau des ventes au  
6786, rue Charles-Goulet

Villas à partir de  
**170 000 \$**  
Jusqu'à 250 000 \$  
et plus (toutes taxes incluses)

**LUXUEUX COTTAGES**  
*Charles-Goulet*  
**Villas**

65 % vendu en 35 jours

Spécial sur inventaire  
Crédit de taxes municipale et de  
mutation la 1<sup>re</sup> année, voir conditions

Construction de qualité supérieure • Dans un environnement paisible • Design personnalisé

**GROUPE DOMUS DGI INC** (514) 867-1151

NOUS NE VENDONS PAS DES MAISONS... NOUS REHAUSSONS VOTRE QUALITÉ DE VIE.

Marbre • Granit • Céramique  
Accessoires de salle de bain

**GRANDE VENTE**  
**CÉRAMIQUE**  
**25% à 70%**  
de rabais jusqu'au 18 novembre

Céramiques à plancher à partir de 0,99 \$/pi car.  
Bandes décoratives à partir de 0,99 \$ ch.  
Marbre à partir de 5,99 \$/pi car.  
Granit à partir de 7,99 \$/pi car.

Venez également voir nos spéciaux sur les accessoires de salle de bain.

**Ciot**  
Le choix naturel

9151, boul. Saint-Laurent  
(nord du boul. Métropolitain)  
Tél. : (514) 382-7330

American Standard  
KOHLER SORT DE L'ORDINAIRE

**Dormez comme un bébé...**

...Après avoir payé le **PLUS BAS PRIX** en ville pour un matelas Sealy ou Simmons, rien de plus facile.

**Nous vous offrirons 10 %\***

SI VOUS TROUVEZ LA MÊME MARCHANDISE AILLEURS À PLUS BAS PRIX, NOUS RESPECTERONS NON SEULEMENT CE PRIX MAIS NOUS VOUS ACCORDERONS UN RABAIS ADDITIONNEL DE 10 %!

**Un bonus extra!**

1 LIVRAISON GRATUITE  
2 INSTALLATION GRATUITE  
3 CADRE DE LIT GRATUIT  
4 RETRAIT GRATUIT DU VIEUX MATELAS

**Sealy Posturepedic**  
Le Edgepedic™ vous offre plus de soutien et de confort.  
Le base Posturepedic™ exclusive assure une durabilité maximale.  
Nos matelas offrent l'assurance d'un meilleur sommeil.

**SIMMONS CANADA INC.**  
Tout nouveau profil avec ressorts indépendants pour un confort et un support ultime.

<b>LE CHARMEUR</b> À partir de <b>169\$</b>	<b>BEAUTYSLEEP EVASION</b> À partir de <b>199\$</b>
<b>CHIRO POSTURE</b> À partir de <b>199\$</b>	<b>BEAUTYSLEEP EMOTION PLUS</b> À partir de <b>299\$</b>
<b>ROYALE ULTIMA</b> À partir de <b>269\$</b>	<b>BEAUTYREST DELUXE</b> À partir de <b>449\$</b>
<b>POSTUREPEDIC</b> À partir de <b>299\$</b>	<b>BEAUTYSLEEP IRIS HI-LOFT</b> À partir de <b>499\$</b>
<b>LA SALLE</b> À partir de <b>369\$</b>	<b>BEAUTYREST SUPREME</b> À partir de <b>599\$</b>
<b>TRADITION</b> À partir de <b>499\$</b>	<b>W.C. DUAL COMFORT</b> À partir de <b>799\$</b>

**MATELAS «PAYEZ ET EMPORTEZ», À PARTIR DE 39<sup>95</sup>\$**

Garantie «30 nuits» sans condition ou argent remis

De plus... NE PAYEZ RIEN PENDANT UN AN OU NOUS PAYONS LA TVQ ET LA TPS\*

**Offre limitée**  
Sur présentation de ce coupon recevez un rabais de 10 % sur tout matelas Beautyrest de Simmons et Posturepedic de Sealy.  
Ne peut être jumelée à aucune autre offre.  
Date d'expiration : le 30 novembre 2000

**LITS EN LAITON ET EN FER**  
Plus de 1-000 modèles et couleurs aux plus bas prix garantis!

**LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON**  
**LINEN CHEST**

Centre <b>ROCKLAND</b> 341-7810	Place Portobello <b>BROSSARD</b> 671-2202	Les Galeries <b>LAVAL</b> 681-9090	Les Promenades de la <b>CATHÉDRALE</b> 282-9525
---------------------------------------	---	--	---

Nos prix sont imbattables! Comparez, vous serez convaincu!

\* Nous vous accorderons une réduction équivalente à la TPS et la TVQ.

# ÉLECTIONS 2000 >16 JOURS AVANT LE VOTE

## Day ne semble pas comprendre le système judiciaire, disent les experts

Presse Canadienne

OTTAWA — Le leader de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, a accusé le premier ministre Jean Chrétien de faire passer les droits des pédophiles avant ceux des enfants alors qu'il participait au débat des chefs, jeudi.

M. Day a cité, à cette occasion, une cause de possession de pornographie juvénile qui a été soumise à la Cour suprême du Canada.

Stockwell Day a accusé les libéraux de ne pas protéger les enfants « contre les prédateurs du pays », parce que les tribunaux de la Colombie-Britannique avaient « établi clairement » que la possession de pornographie juvénile était acceptable.

Lorsque M. Chrétien a répondu que la cause était toujours devant les tribunaux et que la seule solution proposée par M. Day était de suspendre la Charte des droits et libertés, le leader de l'Alliance canadienne a bondi. « Vous faites passer les droits des pédophiles avant ceux des enfants, a-t-il lancé. Je suis heureux de vous l'entendre dire ce soir, monsieur. »

Certains spécialistes en criminologie ont décelé deux points faibles dans l'attaque de Stockwell Day.

Tout d'abord, disent-ils, le fait de blâmer M. Chrétien pour une interprétation juridique ne tient aucun compte de la façon dont le système judiciaire canadien fonctionne.

« Il serait ridicule que le premier ministre décide d'intervenir alors que la Cour suprême a entendu la cause et s'apprête à rédiger sa décision », dit Kathleen Mahoney, professeure de droit à l'Université de Calgary et spécialiste de la Charte et des lois sur la pornographie. « Cela démontre un manque de respect total pour notre système judiciaire. »

La ministre de la Justice, Anne McLellan, a fait savoir qu'elle tiendrait compte du jugement de la Cour suprême pour décider si la loi existante devait être modifiée.

Le deuxième point faible, ajoutent les experts, c'est que l'accusation portée par Stockwell Day dénature les véritables enjeux de cette cause.

Le paragraphe 163,1 du Code criminel, adopté en 1993 par le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, visait à protéger les enfants contre les pornographes et les déviantes.

La loi ne fait cependant aucune différence entre le monde imaginaire et la vraie vie. En conséquence, un fantasme pédophile griffonné sur un bout de papier, et une bande vidéo montrant le viol réel d'un mineur sont tous deux traités de la même façon en vertu de la loi.

Le tribunal de la Colombie-Britannique a allégué qu'il s'agissait d'une atteinte à la liberté d'expression selon la Charte.

L'affirmation de Stockwell Day concernant les prédateurs sexuels est sans fondement, dit Tony Doob, criminologue de l'Université de Toronto. « Ce genre de commentaire est simpliste et ne correspond pas à ce

qu'est vraiment la loi. » « On insinue que nous sommes en train de tomber dans le dérèglement le plus total, dit M<sup>me</sup> Mahoney. Il est insensé de prétendre que les pédophiles ont tous les droits. »

### ENCANS

**ENCAN PUBLIC**

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE LE FRUITIER DE CARTIER INC. SERONT VENDUS

LE MERCREDI 15 NOVEMBRE 2000 À 13 H

AU: 4055, boul. Ste-Rose, Laval-Ouest (coin Arthur-Sauvé)

INSPECTION LE MATIN DE L'ENCAN À PARTIR DE 9H30

LISTE PARTIELLE: Comptoirs réfrigérés • Réfrigérateurs 2 portes • Fours à pain et à poulet • 2 cuisines TEC MA-1600 avec balances • Emballeuse • 2 tranches-viande • Evaporateur triple LARKIN • Compresseurs • Congélateurs • Etiqueteuse TOLEDO • Transpalette MULTITION élect. • Transpalette LIFT-RITE • Fax • Alarme • Panniers et chariots épicerie • 2 fours à pizza • Scie à viande • Etc.

POUR LISTE COMPLÈTE VOIR NOTRE SITE WEB: <http://pages.infinit.net/transit>

Conditions: 25% comptant à l'adjudication. Frais d'acheteur: 10%.

Info: F. Lobascio (514) 242-2443

**ENCAN TRANSIT**

**Salon de la gastronomie**

Venez voir nos futurs chefs au centre des petits génies en toque

Le plus grand marché de produits québécois

Québec

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Gagnez un voyage à Tahiti-Moorea. Participez au concours du salon «Choix du consommateur»

**Place Bonaventure 9 au 12 novembre**

[www.salongastronomie.com](http://www.salongastronomie.com)

Présenté par **Le Choix du Président**

On craque pour la marque!

privilège Loblaws maxxi

montrealplus.ca

Amorces À Super Prix

DELTA CENTRE-VILLE

**ENCAN PUBLIC**

ÉQUIPEMENTS DE RESTAURANT, BAR, BOULANGERIE ET PÂTISSERIE

CHAMBRES RÉFRIGÉRÉES

SÉPARATEURS POUR SALLE DE BAIN À L'ÉTAT NEUF

Le mercredi 15 novembre 2000 à 10 h 30

au 944-B, chemin Trudeau à Saint-Mathieu-de-Beloeil (Sortie 109 de l'autoroute 20)

BOULANGERIE-PÂTISSERIE: Four rotatif LUCKS • Concept compact fabrication de baguettes avec acc. • Tranche pains 1/2 OLIVER et DELTA • Tranche baguette JAC • Laminage SEEWER / RONDO et EDMACH • Chariot pour pâte EURONEX • Diviseur à pâte SCHARREP O MATIC • Pétrin SCHARREP • Machine à pâte LA BOLOGNESE TR5 • Chambres réf. diff. grandes • Compresseurs, évaporateurs et condensateurs.

RESTAURANT ET BAR: Four à convection BAKER'S PRIDE • Four à pizza BAKER'S PRIDE • Charcoal au gaz 24" GARLAND • Plaque MKE 36" au gaz • Plaque à pain 14" MOFFAT VULCAN • Tables de préparation diff. grandeurs • Table chaude • Rôtissoire à poulet OLD HICKORY • Comptoir réfrigéré 48" • 2 Tables froides MKE, comp. intégrées • Table à pizza ASTOR 60" • Réchaud à saucisse ROLL-A-GRILL • Mini-friteuse élec. ORCIL • Hottes de ventilation • Machine à glace SCOTSMAN • Scie à viande HOBART • 2 Grattoirs à viande HOBART • Trancheur pour poulet BIRO • Réfrigérateur 2 p. • Réfrigérateur 2 faces QBD • Présentoir réf. COLDSTREAM • Congélateur 2 p. CURTIS • Nombreux éviers • Diff. tables de travail: a / i, dessus en polypro • Réchaud STERNO • Vivier à homard • Machines à pop com CRETARS et CITATION • Machine à café BUNN-OMATIO • Desserte RUBBERMAD • Chariots échelles • Panniers d'épicerie, etc.

AMUBLEMENT: Chaises: 80 pour terrasse, al.; 100 empilables métal et tissu rose • Fautouils: 33 style Queen Ann et 50 en rotin + 25 fautouils de bar en rotin • Pieds de table • Ensemble de séparateurs pr. salle de bain • Présentoirs pour produits.

Inspection: Mardi 14 novembre 2000 de 9 h à 17 h

Conditions: Frais d'encan 10%

Dépôt: 25% argent comptant ou chèque visé

Balance: Argent comptant ou chèque visé

Pour une liste complète et détaillée, consultez notre site Internet, ou contactez-nous pour obtenir une liste par fax.

BARIL, BLANCHETTE INC. Commissaires-priseurs

944-B, chemin Trudeau, Beloeil (Québec)

Tél.: (450) 464-9899 Téléc.: (450) 464-9734 Site Web: [www.encansbaril.com](http://www.encansbaril.com)

ASTOR, SCOTSMAN, HOBART, BIRO, QBD, LUCKS, OLIVER, DELTA

**loto-québec résultats**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Le jeu doit rester un jeu

**SUPER 7** Tirage du 2000-11-10

04 11 16 23 24 42 47

Numéro complémentaire: 45

**Extra** Tirage du 2000-11-10

NUMÉROS	LOTS
056309	100 000 \$
56309	1 000 \$
6309	250 \$
309	50 \$
09	10 \$
9	2 \$

**PANCO** Tirage du 2000-11-10

01	04	10	11	13
23	27	32	39	41
47	48	49	50	54
61	62	65	66	70

**La Mini** Tirage du 2000-11-10

NUMÉROS	LOTS
375415	50 000 \$
75415	5 000 \$
5415	250 \$
415	25 \$
15	5 \$
37541	1 000 \$
3754	100 \$
375	10 \$

### La Presse

**MONTRÉAL ET LES ENVIRONS**

**AUJOURD'HUI** MAXIMUM 8 Nuageux avec averses cessant en matinée, plutôt nuageux en après-midi. Probabilité de précipitations: 60%. Vents du nord de 20 km/h à 25 km/h.

**CETTE NUIT** MINIMUM 1 Ciel dégagé.

**DEMAIN** MAX/MIN 8/3 Passages nuageux. Probabilité de précipitations: 10%.

**LUNDI** MAX/MIN 7/4 Ciel variable. Probabilité de précipitations: 20%.

QUÉBEC	OTTAWA	TORONTO
<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux avec averses. 8/ 1.	<b>AUJOURD'HUI</b> Plutôt nuageux. 7/ -2.	<b>AUJOURD'HUI</b> Passages nuageux. 7/ -1.
<b>DEMAIN</b> Passages nuageux. 7/ 2.	<b>DEMAIN</b> Passages nuageux. 8/ 2.	<b>DEMAIN</b> Ciel variable. 8/ 4.

**LES SYSTÈMES MÉTÉOROLOGIQUES**

Les systèmes météorologiques sont prévus pour 14h00 cet après-midi.

© Services Commerciaux INC. 2000

**PRÉVISIONS RÉGIONALES**

BAIE-COMEAU	BAIE-JAMES	GASPÉ	SEPT-ÎLES
<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux. 7/ 4.	<b>AUJOURD'HUI</b> Ciel variable. -2/ -9.	<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux. 7/ 4.	<b>AUJOURD'HUI</b> Nuageux. 5/ 4.
<b>DEMAIN</b> Ciel variable. 6/ -1.	<b>DEMAIN</b> Ciel variable. 1/ -4.	<b>DEMAIN</b> Nuageux avec percées de soleil. 10/ 0.	<b>DEMAIN</b> Ciel variable. 5/ 0.

**L'ALMANACH QUOTIDIEN POUR MONTRÉAL**

TEMPÉRATURE	MAX	MIN
Hier	11	8
Normales du jour	6	-1
Auj. l'an passé	1	-5

FACTEUR VENT	Nul
INDICE UV	Bas
PRÉCIPITATION	17mm

1 mm d'eau = environ 1 cm de neige

**LE SOLEIL ET LA LUNE**

6h48 16h28 16h48 6h09

Durée totale du jour: 9h40

11 nov 18 nov 25 nov 04 déc

AU PAYS	LE MONDE	AU SOLEIL
<b>AUJOURD'HUI</b> Calgary Beu Charlottetown Beu Brune Nuageux Cornwall Nuageux Edmonton Ave neige Frédéricton Nuageux Halifax Beu Iqaluit Beu Moncton Beu Régina Variable Rouyn Variable Saint-Jean Pluie Saskatoon Beu Sudbury Beu Thunder Bay Ave neige Vancouver Beu Victoria Ensoleillé Whitehorse Nuageux Windsor Beu Winnipeg Ave neige Yellowknife Ave neige	<b>AUJOURD'HUI</b> Amsterdam Nuageux Athènes Nuageux Beijing Beu Berlin Pluie Bruxelles Pluie Buenos Aires Orages Lisbonne Éclaircies Londres Pluie Los Angeles Beu Madrid Éclaircies Mexico Averses Moscou Nuageux New Delhi Soleil New York Averses Paris Pluie Port-au-Prince Beu Rio Averses Rome Nuageux Tokyo Soleil Washington Venteux	<b>AUJOURD'HUI</b> Acapulco Beu Bahamas Soleil Barbade Soleil Bermudes Beu Cancun Soleil Daytona B. Beu Fl. Lauderdale Beu Honolulu Beu Jacksonville Beu Key West Beu La Havane Beu Las Vegas Beu Miami Beu Montego Bay Soleil Orlando Beu Palm Springs Beu Puerto Plata Beu Tallahassee Beu Tampa Beu W. Palm B. Beu

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

Québec 

*La Presse*

11 novembre 2000

Page B11 manquante

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

11 novembre 2000

Page B12 manquante